

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

SYNDICAT ET NUCLÉAIRE

Le syndicat très largement majoritaire dans l'industrie nucléaire est la C.F.D.T., F.O. et la C.G.T. comptant dans une très moindre mesure. En effet, à une technologie récente correspond un syndicat à l'état d'esprit et aux principes nouveaux : la C.F.D.T. regroupe ainsi la majeure partie des techniciens et travailleurs du nucléaire. Du mineur de fond au technicien, en passant par les différents manipulateurs, le syndicat reste entre leurs mains l'outil de défense privilégié face aux impératifs de rentabilité capitaliste. Car dans l'industrie nucléaire comme ailleurs, outre les dangers exceptionnels qui lui sont directement inhérents, les travailleurs sont soumis à la toute puissance du capital — nous verrons par quel procédé le nucléaire se privatise peu à peu.

Mais définir précisément l'action du syndicat du nucléaire n'est pas aisé, du fait même du caractère exceptionnel et nouveau de cette industrie.

La C.F.D.T. est donc la principale organisation syndicale du nucléaire : C.F.D.T.-C.E.A., C.F.D.T.-E.D.F.

Ses groupes de travail ont analysé différents problèmes inhérents au programme nucléaire :

- risques économiques et financiers,
- risques industriels,
- risques écologiques.

« *Considérant que le choix du nucléaire est une soumission à la croissance capitaliste et l'implication d'une société productiviste, qu'il n'y a pas grand chose à attendre du nucléaire en matière d'emploi, la bonne marche des centrales nucléaires étant assurée par des machines automatisées sous l'autorité de techniciens très spécialisés* », le bureau national de la C.F.D.T. a donc adopté en avril 1975, quelques conclusions :

- création d'une agence nationale de l'énergie qui placerait l'ensemble du cycle combustible nucléaire sous responsabilité publique,
- annulation des décisions gouvernementales de mars 1974 (elles prévoyaient l'accélération du programme nucléaire et l'abandon progressif de la filière française « Graphite-Gaz »),
- suspension des nouveaux investissements en attendant un débat approfondi.

DANS CE NUMERO :

- **Premier Mai**
par Raymond GUILLORE
- **Le grand suicide de l'Humanité**
par YVETTE
- **Que penser de l'Eurocommunisme ?**
par Jacques GALLIENNE
- **Le label ouvrier**
par le Groupe ILLIBERIS
- **2977**
par Jean MOREAU

La position de la C.F.D.T. peut se résumer ainsi :
« La C.F.D.T. n'est pas opposée à priori à l'utilisation civile de l'énergie nucléaire, mais aux conditions de l'accélération du programme électronucléaire français » (rapport d'un groupe de travail confédéral).

Il ressort donc que la C.F.D.T., tout au moins dans ses positions officielles et nationales, ne s'attaque pas fondamentalement à l'industrie nucléaire, en tant qu'industrie nucléaire, mais plutôt à la forme économique que lui impose l'Etat et les gros financiers, en tant que nouvelles sources de profits.

Cette position « officielle » s'inscrit parfaitement dans le cadre de la politique de soutien au « Programme Commun » : la C.F.D.T. pose les problèmes mais laisse croire que l'arrivée au pouvoir de la gauche les résoudra. Dénonçant l'emprise croissante du capitalisme privé sur le nucléaire, la C.F.D.T., inscrit sa ligne d'action dans l'espoir de la nationalisation de ce secteur énergétique trop dangereux qu'est le nucléaire.

SYNDICATS DU NUCLEAIRE : L'AMBIGUITE

Mais entre une position générale et officielle, et la pratique syndicale sur le terrain, il existe un gouffre. En effet, d'une part la C.F.D.T. prend nationalement position contre le programme nucléaire gouvernemental, reconnaissant que des problèmes de toutes sortes et d'une exceptionnelle gravité sont inhérents à tout programme nucléaire, et d'autre part les fédérations C.F.D.T. se voient obligées de garantir le droit au travail face aux licenciements, de réclamer de meilleures conditions de travail et de meilleures normes de sécurité, c'est-à-dire de protéger les travailleurs et de les intégrer au sein même de ce qu'ils considèrent comme un danger permanent !

On peut résumer cela ainsi : le long terme (élimination du danger nucléaire) s'oppose au court terme (satisfaction des revendications immédiates des travailleurs).

Mais cette ambiguïté, cette apparente contradiction est le signe d'une incontestable évolution dans la forme revendicative des travailleurs. Non seulement ceux-ci évoluent du stade de la simple revendication salariale et quantitative vers le stade de la revendication qualitative (conditions de travail), mais encore marque un nouveau pas, une nouvelle évolution : le refus de produire aveuglément des biens de productions qui s'avèrent tout à fait inutiles, voir souvent dangereux : c'est le cas de l'énergie nucléaire, en d'autres termes, la remise en question de cette industrie et sa reconversion.

Si seulement cette évolution pouvait englober petit à petit d'autres secteurs industriels : armements, aéronautique, publicité...

Mais n'anticipons pas !

UNE LUTTE EXEMPLAIRE : LA HAGUE

La Hague, dans le Contentin, est un centre de retraitement de combustibles radioactifs : les composants des déchets nucléaires issus des centrales sont séparés par procédés chimiques. Ces combustibles étaient issus jusqu'à présent de la filière nucléaire

française « Uranium-Graphite-Gaz » (uranium : combustible ; graphite : modérateur ; gaz : fluide caloporteur). Mais depuis l'abandon de la filière française au profit de la filière anglaise « PWR », un nouvel atelier a été mis en route (atelier dit HAO : Haute Activité Oxyde) qui traite des déchets de PWR, bien plus dangereux.

En plus de l'abandon du procédé français au profit du procédé anglais, sous licence Westinghouse, le gouvernement a engagé le CEA dans un processus de privatisation.

La privatisation du CEA entre dans la logique du système. L'Etat, au service des gros trusts industriels, a pour principale activité d'orchestrer les situations économiques en faveur de ces derniers. Et le CEA, service public, subventionné par les contribuables est appelé à se filialiser : en d'autres termes offert sur un plateau aux entreprises privées, qui, soyons en sûrs, sauront tirer tout profit et bénéfice de l'atome. L'Etat mène donc à la privatisation un secteur à présent opérationnel au point de vue industriel, une fois que les recherches fondamentales ont été menées tambour battant grâce à l'argent populaire. Le processus de privatisation du CEA est simple : création d'une filiale, englobant toute l'industrie du cycle nucléaire (mines, retraitement, production énergétique, ...); cette filiale, la COGEMA, a un statut privé et le CEA est autorisé à vendre 49 % des actions à des entreprises privées : pour un début ce n'est pas si mal, surtout si l'on sait que Pechiney Ugine Kuhlmann est le principal prétendant.

On comprend donc le fondement de la grève de la Hague : le CEA offert sur un plateau à Pechiney Ugine Kuhlmann, trust privé des plus avides qui soient, au moment où entre en service un atelier de retraitement très dangereux qui exige des conditions accrues de sécurité.

La section C.F.D.T. de la Hague a engagé il y a peu une campagne de popularisation de sa lutte : le film « Condamnés à réussir » a été projeté dans de nombreuses villes de France, suivi de débats plus ou moins approfondis. Une chose à regretter : malgré le caractère antinucléaire de ce film, la C.F.D.T. laisse toujours transpirer son espoir qu'un gouvernement populaire puisse instaurer une énergie nucléaire propre et sans danger, nettoyée de la gangrène du profit. Espérons que l'évolution des positions des travailleurs du nucléaire ne s'arrêteront pas là, et cela en prend d'ailleurs le chemin : nombre de syndicalistes de « base » débordent nettement les positions officielles et nationales de la C.F.D.T. vers une remise en question totale du « nucléaire ».

Notons d'autre part que la C.G.T. a abandonné la lutte de la Hague dès le troisième jour de grève, alors que le combat dure depuis des mois !

PERSPECTIVES SYNDICALISTES ET SOCIETE NUCLEAIRE

Au point de vue syndicaliste révolutionnaire, la société nucléaire et ses complexes industriels est une impasse. Outre les dangers écologiques et biologiques fondamentaux que comporte tout programme nucléaire, la société nucléaire présente deux caractères principaux :

- société policière,
- centralisation outrancière.

Policière parce que conséquence logique d'un Etat fort, qui centralisé de plus en plus ses structures économiques et qui de plus subiront la toute-puissance de la technocratie scientifique, les intouchables de la science.

La centralisation extrême de cette énergie est en opposition totale, avec des structures fédéralistes

souples, seule solution pour l'édification d'une société libertaire conséquente et durable.

Point de débouchés syndicalistes révolutionnaires donc avec le nucléaire, car une gestion directe des complexes atomiques est hors de question écologiquement, et de toute façon impossible structurellement. Sa destruction est un facteur indispensable pour l'avènement de la société qui nous tient à cœur.

BERNARD.

LES PIEDS DANS LE PLAT !

L'ami Aubéry — dans le numéro de mars de la R.P. — nous donne d'excellentes informations sur les U.S.A. et le Mexique. Cependant il serait d'un très grand intérêt qu'il puisse nous adresser des précisions sur le chômage qui sévit aussi Outre-Atlantique. On a parlé de 6.000.000 de chômeurs au pays de Carter. Comment vivent-ils ? Quels sont leurs droits ? Quelle est en particulier la psychologie des jeunes ? Trop souvent la presse glisse sur ces questions, se contentant de glose savante, tout juste bonne pour les gens de l'E.N.A. Ce qui nous intéresse — nous les pue-la-sueur — c'est le standing exact de ceux que les mécanismes de l'économie capitaliste rejettent au rebut de la société. Et Georges Ségué pour une fois aurait raison de proclamer que pour la France le but n'était pas d'avoir les chômeurs les mieux payés du monde. C'est pourquoi la comparaison avec ceux des U.S.A. peut être édifiante. Souvenons-nous que la crise qui débuta à Wall-Street en 1929, se termina par les tueries de 39-45. Transformer les chômeurs en soldats, faire tourner les usines d'armement à plein rendement, mettre les vieilles femmes à la production (je vis durant la dernière guerre des femmes de 70 ans à la chaîne), détruire les villes, couler les flottes, tout ça pour que la Bourse redémarre ensuite pour un nouveau quart de siècle de « prospérité ». Et surtout que l'on ne dise pas que les bombes atomiques rendent les conflits impensables. Un général belge vient de décrire la prochaine guerre. Bien sûr, à sa façon, d'après lui, les ennemis potentiels — Américains et Russes — n'emploieraient que les artilleries atomiques de faible rayon d'action. Pour commencer, quelques villes seraient rasées, des foules immenses auprès de quoi, celles de l'exode de 40, seraient ridiculement modestes, se lanceraient folles de terreur, sur les routes. Très vite les blindés plus ou moins tartares arriveraient au bout de la Bretagne. Un gouvernement du P.C. s'installerait à Paris. Personne comme pour les gaz en 40 n'oserait utiliser les fusées intercontinentales, les villes des U.S.A. étant plus vulnérables que l'immensité de l'U.R.S.S. Une paix boiteuse s'installerait. L'Europe deviendrait entièrement cosaque comme Napoléon le prévoyait. Un nouveau Yalta réglerait les zones d'influence de chacun. Ainsi on retrouverait un bon quart de siècle de paix armée et lorsque l'Afrique et l'Asie seraient prêtes, on remettrait ça.

On pensera peut-être que c'est là une vue de l'esprit. En tout cas, dans le meilleur des cas — eh, oui ! — la finlandisation de la France n'est pas une hypothèse

absurde et même les talents d'un Mitterrand quelconque auraient dans cette perspective de quoi s'employer.

Toute chose étant égale, hélas ! en notre époque, le communisme joue dans l'esprit de beaucoup de gens exactement le même rôle que le christianisme, dont l'idéal primitif est toujours annoncé, mais jamais réalisé. Notre royaume n'est pas de ce monde !

Pendant ce temps-là les fusées s'accumulent dans les silos et les sous-marins !

Il faut espérer que devant la faillite du socialisme parlementaire et celle du communisme dictatorial, les jeunes trouveront une autre voie pour arriver à une forme de société vivable autrement basée que sur le triomphe des méthodes Taylor dans la production et le sempiternel stockage des engins de mort (système qui, avec le développement des structures policières, permet à tous les fainéants du monde de faire carrière sur le dos des « boulots », sans parler plus longuement de la pègre dorée qui boursicote sans jamais rien produire d'utile ni par l'esprit ni par l'habileté manuelle).

Seulement un syndicalisme ne pratiquant pas la surenchère, des revendications démagogiquement catégorielles et l'organisation de coopératives travaillant pour l'homme et non pour le profit pourraient ouvrir aux générations futures la voie enfin triomphale d'une société échappant enfin aux métiers de la politique et d'un certain syndicalisme obscurantiste.

Est-il possible que la R.P. engage un vrai débat sur ces quelques constatations qui forment la résultante de plus de 50 ans de vie militante ?

Albert LEMIRE.

**LIRE LA R.P. C'EST BIEN
S'ABONNER C'EST MIEUX
ABONNER DES CAMARADES
C'EST FAIRE VIVRE
LE SYNDICALISME
RÉVOLUTIONNAIRE**

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

PREMIER MAI

pour un programme d'action ouvrière

L'histoire du Premier Mai se confond, depuis près d'un siècle, avec celle du mouvement ouvrier. Il est né en 1886 aux Etats-Unis sur ce mot d'ordre uniforme :

« A partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de huit heures par jour !

Huit heures de travail !

Huit heures de repos !

Huit heures d'éducation ! »

Il fut marqué, dès sa naissance, du sang ouvrier, à Chicago. Et si ce fut la première fois, ce ne fut pas la dernière un peu partout dans le monde. C'est le moment de relire l'ouvrage de notre ami regretté Maurice DOMMANGET : « Histoire du Premier Mai ». Tout y est sur la journée internationale des travailleurs, sur les étapes qu'elle jalonne de la bataille ininterrompue contre l'exploitation du travail, plus précisément pour la réduction du temps de travail.

Cette bataille n'est pas finie. Pourtant il est indéniable que le Premier Mai a perdu une partie de son caractère. Et ce n'est pas seulement parce que les mots d'ordre qu'il lançait ont reçu satisfaction partielle. C'est aussi parce que les gouvernants ont réussi à l'émasculer.

Certes, le rituel du Premier Mai perdure. Des meetings et des manifestations le salueront encore cette année, en France notamment. Nous y participerons en regrettant toutefois que, pour les mêmes raisons qui l'ont affaibli et parfois défiguré, ces manifestations ne soient plus unitaires, comme elles l'étaient d'abord, par définition.

Sur ce déclin du Premier Mai, Dommanget écrit :

« Nous assistons aujourd'hui à ce paradoxe que le Premier Mai après avoir fédéré les faiblesses ouvrières pour en faire une force inquiétante par sa puissance éventuelle, fédère maintenant des forces ouvrières enfin parvenues à une incontestable puissance économique et politique pour en faire éclater au grand jour les faiblesses. Pratiquement, reconnu légal ou non, le Premier Mai dans les plus grands pays tend à devenir une fête banale, se différenciant peu ou prou des autres fêtes du calendrier. »

Au moins pourrions-nous attendre de nos organisations syndicales qu'elles présentent pour ce Premier Mai en France un plan ouvrier, un programme d'action non seulement pour les revendications immédiates mais pour tout ce qui touche aujourd'hui à la vie des travailleurs, c'est-à-dire à l'immense majorité des hommes et des femmes ; un plan « mobilisateur » pour employer malgré nous un mot du vocabulaire militaire trop répandu actuellement dans notre langage et dans nos textes.

Après des élections municipales qu'il a perdues, le gouvernement de la France vient de constituer une équipe de la dernière chance, pauvre d'aspect mais

riche, paraît-il, d'un programme de douze mois destiné à « sauver le pays », plus exactement à sauver si possible le gouvernement lui-même. Eh bien ! c'est le moment de lui opposer, dans l'intérêt de tous, le programme d'action de la classe ouvrière pour sauver effectivement le pays de la domination du capital et de ses technocrates surpayés.

On nous objectera qu'il y a déjà le programme commun de gouvernement de la gauche. Ce sont deux choses, sinon nécessairement opposées, du moins différentes. C'est tout à fait autre chose doit-on dire. Le plan ouvrier peut donner, si les gouvernants de demain le veulent, un contenu concret à leur programme commun. Nous disons bien : s'ils le veulent, ou s'ils le peuvent. La classe ouvrière et ses organisations ont aussi, sans attendre, à exprimer leur volonté indépendante.

LA GAUCHE, PARTOUT... MAIS CHIRAC A PARIS

Il ne nous est sans doute pas interdit de parler maintenant des élections municipales. Je crois même que nous devons le faire. Syndicalistes, nous travaillons, nous respirons — plus ou moins bien — dans un certain milieu politique. Plus que beaucoup de camarades passionnés par ce genre de bataille, nous pouvons en tirer de sang-froid des enseignements de première utilité, même pour la lutte syndicale, c'est-à-dire pour l'action permanente pour le bien-être et la liberté des travailleurs, producteurs des seules richesses, dans leur travail et en dehors de leur travail.

Le peuple a été consulté et il a répondu. Une réponse que personne n'attendait — du moins aussi forte — c'est le quantum des voix obtenues par les écologistes. Un parti, un courant de pensée plutôt, qui obtient une moyenne de 10 % des voix, est un grand parti. Hier encore, ou avant-hier, le mot même d'écologie n'était pas passé dans la langue courante. Aujourd'hui, voilà qu'il s'impose et qu'il agite toute la classe politique. C'est un signe des temps qu'on ne saurait négliger. Une bonne partie des citoyens mettent leur première préoccupation dans la défense de l'environnement, du milieu vivant, de la biosphère, avant l'administration des choses et le gouvernement des hommes dans ce milieu. L'air qu'ils respirent et l'eau qu'ils boivent comptent plus pour eux que les bienfaits supposés de la croissance industrielle.

C'est celle-ci qu'ils mettent en cause plus encore dans sa qualité que dans sa quantité. Non seulement ils ne voient pas au bout le bonheur des hommes, mais ils la dénoncent dans ses formes actuelles comme une entreprise anti-humaine. Quand on leur propose le choix entre deux types de société, ils posent le préalable d'une autre finalité ; ils sont, à l'encontre du technocratisme, des opposants irritants mais dont, probablement, on ne se débarrassera plus.

C'est une des leçons positives de ce dernier scrutin populaire. Nous sommes contents d'enregistrer

que, dans notre cercle et dans notre revue, des camarades ont apporté récemment la note écologiste. Ils ont leur place parmi nous si, comme nous, ils pensent que la longue lutte pour une société de travailleurs libres intègre la bataille écologiste. C'est bien que celle-ci ait posé de vrais problèmes humains à l'occasion d'une consultation populaire où il s'agissait — au moins théoriquement — d'administrer les choses plus que de gouverner les hommes.

✱

Pratiquement, le gouvernement des hommes, la politique, se sont trouvés au premier plan de ces élections municipales. Leurs résultats doivent donc être examinés sous cet angle. Le trait dominant — on l'a assez dit maintenant — c'est la poussée générale de la gauche, de ce qu'on appelle aujourd'hui la gauche dans ce pays, c'est-à-dire le bloc électoral (et pour gouverner demain) du parti socialiste, du parti communiste et de ce qui reste du radicalisme bourgeois. A la faveur de ces élections municipales, la France est quadrillée par la gauche et, à moins d'événement pour le moment imprévu, cette position ne peut que renforcer sa majorité électorale déjà acquise. Il faut aussi souligner que la petite minorité d'extrême-gauche a souvent dépassé, et parfois largement, ce seuil des 2 % qu'elle avait du mal à atteindre. Son succès relatif n'est qu'un aspect du progrès général de la gauche. La cause est unique : c'est le refus du plan déflationniste du gouvernement en place, le rejet d'un programme qui fait tout dépendre de la bonne volonté du patronat, grand, moyen et petit, et qui, dans ce but, limite restrictivement la condition ouvrière.

L'analogie historique ne vaut pas absolument, toutefois on peut et on doit rapprocher la situation actuelle de celle qui a précédé et préparé la montée du front populaire, il y a de cela quarante ans. Un gouvernement déflationniste s'était attaqué aux salaires et aux traitements et gouvernait sur un fond de chômage permanent et de répression patronale. Un déplacement de voix relativement faible (mais il en est toujours ainsi) l'a mis par terre. Et c'est dans ce nouveau « contexte » — comme on dit aujourd'hui — qu'a surgi la vague ouvrière de 1936.

Certes, on insite, et nous les premiers, sur le caractère spontané de ce mouvement, mais cette spontanéité n'a pu naître et se développer que parce que les ouvriers savaient qu'ils n'avaient plus en face d'eux les mêmes hommes et la même orientation du pouvoir. Toutes choses remises en place, l'analogie est grande entre les deux situations sociales.

✱

Elle continue, elle s'accroît si l'on considère la signification politique de l'accession à la mairie de Paris du dénommé Jacques Chirac, le nouveau « bon à tout » de la droite française. Dans les années 30, avant et après le Front populaire, qui trouvait-on à la tête des « ligues » organisant les manifestations anti-parlementaires et anti-ouvrières : les conseillers de Paris, élus des quartiers bourgeois, les « topazes » immortalisés par Marcel Pagnol. Ils opposaient déjà Paris, un certain Paris de la boutique et des bonnes affaires, au pouvoir central qui leur échappait.

Chirac n'a pas du tout l'intention de demeurer le derrière dans son fauteuil dans le strict exercice de ses prérogatives de maire, un maire qui n'est déjà pas n'importe lequel. Il l'a déjà prouvé. Et il n'a pas fini de faire ses preuves. N'a-t-il pas déjà déclaré qu'en certaines circonstances « la légitimité » dépassait la « légalité » ? Cette légitimité, il ira la chercher dans le coffre-fort des grandes affaires et, pour les dures besognes, dans ce qu'il peut y avoir encore d'anciens combattants se revendiquant tels (comme en 1936), sans compter les bandes qui ont toujours grouillé autour de ces « hommes à poigne ».

Les militants ouvriers doivent être conscients des conséquences possibles et prochaines de cette « victoire » de Chirac. CET HOMME EST DANGEREUX.

REFLEXIONS SUR LE CAS D'ANGELA DAVIS

Nous connaissons tous Angela Davis, cette militante communiste des Etats-Unis, de formation intellectuelle française, qui a souffert dans les prisons américaines. Elle a été, je crois, acquittée ; en tout cas, elle est libre maintenant et elle parcourt le monde pour dénoncer le système répressif des Etats-Unis, celui qui est supporté plus particulièrement par les Noirs. Elle doit être louée de ne pas oublier le sort de ceux qu'elle a connus dans les pénitenciers.

Elle est passée par Paris au cours de ce mois de mars. Elle a parlé de ce pasteur Ben Chavis, leader du mouvement des droits civiques en Caroline du Nord, accusé faussement d'un crime et lourdement condamné, seul maintenant dans une prison de cet Etat de Caroline du Nord où, dit Angela Davis, « croupit 1 % de la population masculine noire de cet Etat ».

Nous sommes avec elle dans ce combat si, comme nous le pensons, il est juste. Mais tout un côté de l'attitude et des déclarations d'Angela Davis nous paraît de nature à assombrir la clarté de son combat. Nous l'avons entendu à la télévision ; interrogée par le journaliste sur le sort des « dissidents » en U.R.S.S., elle a d'abord dit qu'elle ne savait pas (elle ne sait pas, ou elle ne veut pas le savoir, comme d'autres avant elle ?), puis elle a dit à peu près ceci : j'ai autre chose à faire que de m'occuper de « quelques » dissidents en U.R.S.S.

Elle sait donc qu'ils ne sont que « quelques-uns » ? Même si c'était vrai, faudrait-il en déduire que le sort de « quelques » victimes de l'arbitraire et de l'injustice ne saurait l'intéresser ?

Ce n'est pas tout. Angela Davis a été reçue par des personnalités de la Ligue des Droits de l'Homme française et par des journalistes. Elle a dit notamment : « *En Caroline du Nord, les salaires sont les plus bas et l'on a presque totalement détruits les syndicats, car, là-bas, organiser un syndicat, c'est déjà être un communiste, autant dire un monstre.* » Nous vérifierons, mais si cela est vrai, cela détruit une partie de la légende des syndicats américains, collaborateurs intégrés au système, corrompus et réactionnaires. Sinon, pourquoi les détruirait-on ?

Angela Davis ajoute cependant : « *La situation est bien meilleure aujourd'hui (parlait-elle donc du passé ?). Pour gagner le vote noir, Carter, l'homme du sud, a dû faire assaut de démagogie. Pour les Noirs, élire Carter, c'était manifester une volonté de changement. Mais, maintenant, le président est pris au*

piège de ses innombrables promesses. Il est d'autant plus vulnérable aux pressions de masse. » Nous connaissons ici des politiciens qui ne sont jamais « pris au piège » de leurs promesses ; ils les oublient allègrement, ce qui leur vaut souvent d'être sacrés « hommes d'Etat ». Angela Davis veut-elle dire que Carter ne pourra pas les oublier sous « la pression des masses » ? Alors, c'est très bien ainsi et cela signifierait que la pression des masses s'exerce efficacement aux Etats-Unis.

Après cet entretien, Angela Davis devait rentrer à New York où l'attendait justement un meeting de masse de « l'Alliance contre la répression raciste et politique ». Jusqu'à nouvelle information, elle n'est pas arrêtée, ni expulsée, après avoir parcouru le monde pour y dénoncer le « viol systématique de nos droits les plus élémentaires aux Etats-Unis ». Mais elle ne sait pas — c'est elle qui le dit — que cette répression raciste et politique existe dans d'autres pays où il n'est pas possible de tenir des meetings pour la combattre.

C'est pourquoi l'image d'Angela Davis souffre dans notre esprit et dans notre cœur des propos qu'elle a tenus dans son passage à Paris. Plusieurs de nos intellectuels de gauche nous ont habitués à ce genre de ratiocinations. Il est vrai qu'Angela Davis est passée par la Sorbonne.

M. BEULLAC NE CHOME PAS

Vous ne connaissez pas M. Beullac ? C'est le ministre du Travail d'hier et celui d'aujourd'hui. Avant d'occuper ce poste, il était, je crois, directeur des relations sociales de la Régie Renault. Vous voyez bien qu'il est gentil.

Sa présence dans le gouvernement étant quelque peu effacée, il a tenu à montrer qu'il pensait — qu'il pensait notamment à l'emploi et au chômage actuel. Il l'a fait dans un long article que « le Monde » a publié dans son numéro du 18 mars. Cela s'intitule : « *Une politique vivante pour l'emploi* ». M. Beullac détruit d'abord un certain nombre « d'idées fausses », par exemple cette idée simpliste que celui qui n'a pas de boulot, qui en cherche et qui n'en trouve pas, est un chômeur. Idée fausse ! C'est bien trop simple pour M. Beullac. « La France, écrit-il, se croit depuis trente ans en proie au chômage. » Voilà une idée de M. Beullac qui est manifestement fausse. Pendant presque trois décennies après la guerre, la France — plus exactement les Français qui travaillent — ne se sont pas crus en chômage parce qu'ils ne l'étaient pas : c'était le plein-emploi et même le sur-emploi si l'on en croit les heures supplémentaires partout pratiquées. Depuis trois ans, la France ne se croit pas en proie au chômage, elle l'est, sous la forme de suppression d'emploi ou sous la forme larvée de réduction d'horaires. Dans les deux cas, la baisse du pouvoir d'achat atteint une grande partie de la population.

Mais M. Beullac ne chôme pas et, sur le chômage, il en sait beaucoup plus que vous et moi. Nous croyions qu'il n'y avait qu'un chômage ; en réalité il y en a huit. Je les énumère selon M. Beullac : chômage de spécialisation, chômage d'insertion, chômage de discontinuité, chômage d'inflation salariale, chômage d'exigence, chômage d'attente, chô-

mage de rigidité, chômage de dissimulation. Je vous fais grâce des définitions ; l'énoncé suffit souvent pour comprendre ce que M. Beullac veut dire. Je citerai seulement ce paragraphe : « *Le progrès technologique, l'effacement des frontières, un immense élan mondial, ont provoqué partout une hypercroissance. On en sait le prix et les inconvénients.* » Mais quand, ici et ailleurs, on dénonçait cette hypercroissance, cette croissance désordonnée, les pareils de M. Beullac haussaient les épaules. Rappelons-nous le mépris avec lequel ils accueillèrent les cris d'alarme des experts du « club de Rome ».

Mais, direz-vous, M. Beullac a tout de même une politique « vivante » de l'emploi. Ce n'est pas autre chose que celle de M. Barre, c'est-à-dire aider les patrons financièrement pour qu'ils embauchent, au lieu, quand on est le plus grand patron du pays, de donner l'exemple de création d'emplois utiles et nécessaires. M. Beullac entortille seulement son exposé de phrases inutiles, sans signification. Exemple, parmi les conditions du plein-emploi, M. Beullac découvre celle-ci : « *une volonté vigoureuse refusant la fatalité du déclin et s'inscrivant dans une perspective dynamique et ambitieuse* ». Voilà le modèle d'une phrase passe-partout, comme les aime M. Chirac, et que vous pouvez placer à n'importe quel endroit d'un exposé sur n'importe quel sujet. Elle ne signifie rien.

Reconnaissons cependant que M. Beullac, en conclusion de son article, ouvre les portes du monde aux travailleurs qualifiés, celles du tiers-monde particulièrement (échange de bons procédés avec les travailleurs immigrés en France) : « *Nos ingénieurs, nos techniciens, notre main-d'œuvre qualifiée dont le nombre croîtra sous l'influence de la formation initiale et complémentaire, pourront participer, hors des frontières nationales, à un marché de l'emploi hautement qualifié et riche de perspectives.* »

Cette formation initiale et complémentaire, le camarade André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale, en a parlé, comme il convenait à ses fonctions syndicales, dans « le Monde » du 25 mars. Son article intitulé « *Comment retrouver le plein emploi* » peut être considéré comme une réponse à la longue dissertation de M. Beullac. André Henry montre que tout est subordonné à une nouvelle conception de la croissance, plus dans son contenu que dans son niveau.

Des propositions pratiques immédiates, nous en trouvons dans le plan de lutte contre le chômage proposé par l'Union des Cadres et Techniciens, organisation dissidente de la C.G.C. Nous prenons notre bon grain partout où nous le trouvons, surtout quand ce grain-là, nous l'avons semé nous aussi. Voici donc les mesures proposées par l'U.C.T. : taxation progressive des entreprises qui ont recours aux heures supplémentaires ; encouragement au travail à mi-temps et à temps partiel ; retraite « à la carte » à partir de soixante ans ; institution d'un salaire familial en vue de dissuader, *du moins dans la conjoncture actuelle*, les mères de rechercher un travail et leur offrir un véritable choix entre l'activité au foyer, à l'usine ou au bureau ; création de cinquante mille emplois dans la fonction publique.

Propositions discutables ? Eh bien ! discutons-en.

R. GUILLORE.

LE GRAND SUICIDE DE L'HUMANITÉ

LES CENTRALES NUCLÉAIRES

Nous avons fait preuve d'un débordant optimisme en affirmant que les U.S.A. interrompaient leur programme nucléaire. En fait il est très sérieusement freiné, certains projets abandonnés; par exemple par prudence, pas de surrégénérateur, semblable à celui que la France a mis si follement en chantier : le Super-Phénix. L'avocat Raphl Nader, celui-là même qui a tenu en échec la plus grande entreprise du monde : la General Motors) et de nombreuses associations de défense de l'environnement, ont réussi à attirer l'attention sur les grands dangers que nous font courir les réactions atomiques. De tous les coins du monde des hommes de science essayent d'avertir l'humanité, prix Nobel ou non : Linus PAULING, Hannes ALHEN, Joshua LEDERBERG, George WALD; les biologistes : Jean ROSTAND, Philippe LEBRETON, Arthur TAMPLIN, Donald GEESAMAN; les physiciens : Ernest STERNGLOSS, John GOFMAN; les mathématiciens : Pierre SAMUEL et Alexandre GROTHENDIECK; et 4.000 scientifiques français qui ont signé un manifeste anti-nucléaire.

Ils craignent surtout :

- 1) les effets de la chaleur dégagée par les centrales nucléaires ;
- 2) les conséquences d'une augmentation, même légère, de la radioactivité ;
- 3) le stockage des déchets radioactifs de longue durée ;
- 4) et les risques d'accident.

La pollution thermique

Pour des profanes, le fait d'élever la température de l'eau des fleuves et de la mer, ne paraît pas bien effrayant. En réalité, c'est une douce illusion dont il faut nous défaire. Parce qu'elles ont un rendement bien inférieur les centrales nucléaires dégagent une chaleur beaucoup plus importante que les centrales classiques (au charbon, au fuel...), donc elles réclament une grosse quantité d'eau de refroidissement. La centrale nucléaire ne peut pas fonctionner toute l'année, elle s'arrête pour diverses raisons techniques, dont les pannes : les poissons supporteraient, parfois, un réchauffement lent de l'eau : mais ils supportent très mal les chocs thermiques : consécutifs aux arrêts de la centrale ; ces brusques variations de la température de l'eau sont néfastes pour la vie animale. Plus grave encore ce réchauffement de l'eau conduit à une diminution — exponentielle — du taux d'oxygène dissous dans l'eau. Les truites et les saumons disparaissent à 21 °C ; les poissons blancs survivent jusqu'à 30 °C mais pour leur reproduction il faut une eau très bien oxygénée, donc très fraîche. Lorsque le fleuve réchauffé est déjà pollué, le manque d'oxygène est plus redoutable encore : car il détruit toute une action spontanée d'auto-épuration. Or les projets de centrales concernent le Rhin, la Seine, fleuves déjà terriblement pollués. Autre danger, la prolifération des microbes dangereux pour la santé de l'homme est augmentée par la chaleur. Il faut prévoir le développement de certaines maladies comme les hépatites, les entérites, etc. On peut prévoir aussi un danger grandissant des polluants chimiques par concentration des toxiques : concentration facilitée par la chaleur. De même qu'elle tue certains organismes, cette chaleur favorise la prolifération d'indésirables comme les algues bleues, qui donnent à l'eau un goût d'urine. L'eau est l'éternelle dégradée, cette eau si importante pour la vie de l'homme.. Pour les centrales les plus importantes, les quantités d'eau charriées par nos fleuves ne peuvent suffire; les projets actuels

envisagent donc d'implanter de grandes centrales en bord de mer. Or 80 % des espèces marines vivent et se reproduisent dans les eaux côtières ainsi que dans les estuaires. Les poissons sont sensibles à la température de l'eau, et sa salinité (harengs, anchois et morues y sont très sensibles). Les eaux chaudes des centrales nucléaires entraînent un accroissement de la salinité des eaux superficielles. Bref, les bords de mer sont des centres de vie très riches et très fragiles que des pollutions bien moins graves abimeraient dangereusement.

En fonctionnement normal, les centrales sont désinfectées par des doses de chlore ; doses chocs toutes les deux à quatre heures : par rapport au volume d'eau traitée : la pollution ne sera pas mince. Lors des arrêts des centrales et plusieurs fois par an, des produits anticorrosifs seront utilisés (la corrosion est un grand problème pour les centrales refroidies à l'eau de mer). A Dounreay, en Angleterre, on se sert du bichromate, réactif extrêmement toxique. Les usines de traitement, d'enrichissement et de retraitement (des déchets) utilisent des acides parfois très puissants : acide nitrique, acide fluorhydrique.

Pollution radioactive

Un des mensonges les plus dangereux des pro-nucléaires est de nier la pollution de l'industrie qu'ils défendent. Finalement, disent-ils, les centrales nucléaires polluent moins que les centrales au charbon, au fuel... Il y a deux certitudes : il est *techniquement possible* d'empêcher les centrales classiques de polluer; et il est *techniquement impossible* d'éliminer les déchets nucléaires. D'après les scientifiques : on ne peut pas agir sur la radioactivité artificielle ou naturelle, il faut attendre qu'elle diminue d'elle-même.

Plus effrayante parce que plus insidieuse, la pollution radioactive est produite tout au long des activités de l'industrie nucléaire : depuis l'extraction du minerai d'uranium jusqu'au retraitement du combustible usagé. Cette pollution n'est pas spectaculaire puisqu'elle n'est pas perceptible sans instrument de détection perfectionné. Les radiations sont en effet invisibles et silencieuses, impalpables et inodores. Fait plus grave : il n'y a aucun moyen de les supprimer.

Pour évaluer la pénétration des rayonnements ionisants; on a une unité-dose appelé le rem (Roentgen Equivalent Man). La dose de radioactivité naturelle est voisine de 0,12 rem par an; celle d'une radioscopie pulmonaire est de l'ordre de 5 rems par 30 secondes. La dose maximale admissible fixée par convention est de 0,17 rem par an pour la population. Pour les travailleurs du nucléaire des maximums de 5 rem par an sont officiellement admis.

Radioactivité naturelle et artificielle

Les corps radioactifs naturels présents sur la terre sont enfouis dans l'écorce terrestre : les rayonnements qu'ils émettent sont donc presque tous arrêtés par l'épaisseur des roches. Seuls nous parviennent les rayonnements des couches les plus superficielles. Ces corps radioactifs sont enfouis si profondément qu'ils n'entrent pas dans la chaîne alimentaire : donc présentent peu de danger pour les êtres vivants. Par contre, les corps radioactifs émis par l'industrie nucléaire, solides, liquides ou gazeux, sont déversés à la surface de la terre (appelée biosphère), et donc au contact des êtres vivants et à la disposition des chaînes alimentaires.

La radioactivité se concentre et s'accumule : les herbes, ou les algues, sont mangées par des herbivores qui reconcentrent en leur corps la radioactivité de leur nourriture ; ces herbivores sont mangés par des carnivores ; lesquels reconcentrent en eux cette radioactivité ; et si ce carnivore est mangé par un autre carnivore on arrive à des doses effrayantes. Dans la Columbia River en aval de la centrale de Hanford la concentration en phosphore 32 monte de 1 dans l'eau à 35 dans les invertébrés aquatiques, à 7.500 dans les canards, à 200.000 dans les œufs de cane, et à 2 millions dans le jaune de ces œufs ! L'homme, carnivore, et en fin de chaîne alimentaire, est particulièrement exposé. L'E.D.F. donne comme arguments qu'en se promenant le long d'une centrale nucléaire, on reçoit 3 millirems (dose infime) ; mais que nous importe l'approche d'une centrale si son poison le plus violent se concentre dans notre air, notre eau, et surtout dans nos aliments. Les deux corps les plus dangereux actuellement pour l'homme sont l'iode 131 et le strontium 90 (période plus de 27 ans, la période est le laps de temps nécessaire pour que la radioactivité d'un élément diminue de moitié : après quoi il n'y a plus qu'à attendre 27 autres années pour que la moitié de la moitié disparaisse). Le cauchemar nucléaire trouve en quelque sorte son apogée dans ce strontium 90 : en effet ce corps effrayant prend la place du calcium dans les os !

Camarades, réveillez-vous, si vous n'en mourrez pas tout de suite (encore que certains dangers soient plus proches qu'on ne le croit) au moins battez-vous pour les jeunes ! Les enfants sont les plus grands consommateurs de lait et, étant en pleine croissance, ils fixent en leur corps relativement plus de strontium que les adultes ; l'iode 131 bu dans le lait ou même inhalé se fixe dans la thyroïde à la place de l'iode non radioactive, cette glande thyroïde dont le bon fonctionnement est la condition d'une croissance normale. Les enfants sont les premiers concernés, particulièrement à long terme, car la présence d'un corps radioactif à proximité de la moelle osseuse peut provoquer une leucémie.

Y a-t-il un seuil ?

Un des grands arguments des pro-nucléaires est la dose infime de radioactivité dont ils se reconnaissent responsables. Nous avons vu le phénomène de concentration. Admettons qu'on domestique les déchets au point d'éviter cette diffusion effrayante. La plupart des biologistes pensent qu'il n'y a pas une dose de radioactivité tellement faible qu'elle n'ait aucune action néfaste sur le corps humain, ou sur sa descendance. Il n'y a pas de seuil : aucune expérience sur les faibles radiations ne permet de conclure jusqu'à 0,17 rem on ne risque rien, et à 0,18 commence le danger. En réalité, il faut s'attendre à une prolifération du cancer et des malformations génétiques.

Tout au long du processus nucléaire

A la mine, les produits de filiation de l'uranium : le radon et le radium notamment, ne sont pas récupérés. Le radon, gaz inerte dégagé par les roches dans les galeries, est particulièrement dangereux. Les mineurs qui le respirent en sont les premières victimes, malgré une ventilation prétendue suffisante. Les sables trop pauvres en uranium pour être réutilisés sont rarement réenfouis, et contaminent les eaux de ruissellement.

La concentration de l'uranium utilise beaucoup d'eau dans laquelle on retrouve de l'uranium, de thorium (période 14 milliards d'années) en quantités faibles... mais étant donné leur durée...

Du réacteur lui-même ; des produits de fission s'échappent lors des ruptures assez fréquentes de gaines de combustibles : des gaz rares, du strontium, du césium, du ruthénium, du chrome radioactifs. Du tritium qui diffuse à travers les gaines et va contaminer l'eau du circuit primaire : il est impossible de le filtrer ! Pour

le krypton, les rejets pour un réacteur P.W.P. de 1.000 mégawatts sont de 10.000 curies par an (un curie est la radioactivité d'un gramme de radium, cette unité correspond à 27 milliards de désintégration par seconde). Après un séjour d'environ un an dans le cœur du réacteur les tubes de combustibles s'encrassent de tant de produits de fission que la réaction ne peut se poursuivre et qu'il faut les remplacer par des tubes neufs. Ces tubes usés intensément radioactifs sont placés pendant trois mois environ dans des « piscines » d'eau où les éléments à courte période perdent une grande partie de leur radioactivité. L'eau de la piscine faiblement radioactive est rejetée dans la nature ! L'opération s'accompagne d'un dégagement de gaz radioactifs — tritium et krypton 85 — dans l'atmosphère. Les tubes usés sont transportés dans des conteneurs blindés (appelés châteaux) vers un centre de retraitement, en France Marcoule ou plus souvent la Hague surnommée « la poubelle atomique de la France ». On se demande pourquoi elle reçoit des déchets de toute l'Europe occidentale.

L'impossible gestion des déchets

Malgré une séparation chimique fort efficace : à 98 %, il reste dans les déchets des corps à très longue période radioactive, comme le plutonium 239 (période 24.000 ans) et l'americium (période 7.370). L'un des plus dangereux est le plutonium rejeté en quantités faibles mais que sa période rend éternel à l'échelle humaine. En l'an 2000, on prévoit que deux cents tonnes de plutonium seront traitées pour récupération en Europe. Or les procédés utilisés ne peuvent en récupérer que 99 %. Il faut donc s'attendre à en retrouver deux tonnes dans les déchets. La concentration et le traitement en laissent échapper 1 % dans l'environnement d'où un rejet de 20 kilos par an qui, s'ils étaient « convenablement » répartis, pourraient tuer toute la population de la France.

YVETTE.

Groupe écologique des Amis d'Yvette. Ces articles signés Yvette pour les camarades de la R.P. sont une œuvre collective ; en réalité ils devraient être signés de huit noms : trois jeunes filles et trois jeunes gens de 20 ans, un scientifique de 35 ans et le coordonnateur Yvette (59 ans).

ESPAGNE : La C.N.T. toujours debout

- Quarante ans de franquisme n'ont pas tué l'anarcho-syndicalisme espagnol : témoin le gigantesque meeting qui s'est tenu dans les arènes de Madrid le 27 mars dernier.

La C.N.T., que le monde politique international voulait croire morte est ressortie de la clandestinité. Plus que jamais décidée à rester la grande centrale syndicaliste révolutionnaire qu'elle était avant Franco, la C.N.T. prétend perpétuer la tradition libertaire du peuple espagnol.

- Aux 180 000 affiches collées et 200 000 tracts distribués, plus de 30.000 personnes ont répondu par leur présence enthousiaste. Ceci alors que depuis la mort de Franco, pas un seul journal français, quotidien ou hebdomadaire, n'avait mentionné la C.N.T. dans les forces capables de prendre la relève, de participer à la formation d'un nouveau régime.

Preuve d'une renaissance de la dynamique libertaire en Espagne, ce meeting est en même temps une gifle lancée à la presse internationale et à ses partis.

« La relève ».

Pour une définition moderne de la laïcité (fin)

La laïcité et la science

Mais l'aventure laïque est encore inséparable de l'aventure scientifique. Ce n'est que lentement, au cours des siècles, que le savoir en se dégageant des séductions de la pensée naïve, de l'attitude animiste ou magique, des cosmologies primitives, des idéologies religieuses a pu devenir scientifique. C'est pourquoi le savant « met Dieu entre parenthèses » quand il entre dans son laboratoire pour adopter l'instrument sûr que constitue l'indispensable hypothèse matérialiste. Le savoir humain ne progresse, ne s'affine et n'atteint la connaissance objective, vérifiable qu'en se laïcisant.

Ces réflexions sur une conception positive de la laïcité, si elles étaient développées, devraient pouvoir nous faire aborder des rivages encore insoupçonnés. Contentons-nous de dire que de ce point de vue, le développement de l'esprit scientifique, qui, décèle, ainsi que le suggère l'œuvre de Bachelard, les strates de la pensée primitive qui encombre encore notre cerveau, est déterminant. Il fonde la communauté mondiale des savants, la seule Internationale qui jusqu'à présent ait à peu près réussi malgré les avatars que lui ont fait subir parfois quelques charlatans et autres Lyssenko. La démarche scientifique avec son esprit de recherche, son doute systématique, sa soumission aux faits, sa rigueur en même temps que son audace pour l'hypothèse et la théorie, et par l'attitude dialectique qu'elle adopte depuis quelques décennies entre le sujet et l'objet est le contraire de tout dogmatisme et l'illustration d'un monde où s'épanouit l'idée laïque. Elle sous-tend une ascèse ainsi que le suggérait Albert Bayet dans un livre trop peu connu : « La morale de la science » et que précise Jacques Monod dans « Le hasard et la nécessité ». Ascèse qui appelle une éthique assurément indispensable à l'ère des technobureaucraties. Certes, l'homme apparaît probablement un peu plus conscient de sa solitude dans l'univers ; mais c'est de lui qu'il dépend dorénavant de choisir entre la lumière et les ténèbres : « Le rocher roule encore » écrit magnifiquement Albert Camus. Je laisse Sisyphe au bas de la montagne. On retrouve toujours son fardeau. Mais Sisyphe enseigne la fidélité supérieure qui nie les dieux et soulève les rochers. Lui aussi juge que tout est bien. Cet univers, désormais sans maîtres ne lui paraît ni stérile, ni futile. Chacun des grains de cette pierre, chaque éclat minéral de cette montagne pleine de nuit, à lui seul forme un monde. La lutte elle-même vers les sommets remplit un cœur d'homme. Il faut imaginer Sisyphe heureux. »

Le problème scolaire

Avec le problème scolaire, ce sont, en définitive, deux conceptions de l'homme, de la vie et de la société qui s'opposent et entre lesquelles il faudra bien choisir.

La dernière loi d'aide à l'enseignement privé, dite loi Guichard-Pompidou (1), adoptée le 27 avril 1971 et qui proroge le contrat simple est en totale contradiction avec l'esprit et la lettre de la Constitution de 1958. L'article 20 du texte constitutionnel précise que c'est le gouvernement qui décide de la politique et en est responsable devant le Parlement. Dans ces conditions, pourquoi faut-il que la loi du 27 avril 1971 ait été imposée par le président de la République alors qu'elle ne correspondait — paraît-il — ni à la volonté du Premier Ministre, ni à celle du ministre de l'Éducation nationale, ni à celle du ministre des Finances.

Autres faits suprenants : cette loi a été proposée cependant que le préambule de la Constitution de 1946 souligne que l'organisation de l'enseignement public, gratuit et laïque à tous les niveaux est un devoir de l'État, que l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 affirme la séparation des Églises et de l'État, que le préambule de la Constitution de 1958 précise dans son article 2 que la France est une République laïque. Veut-on le pluralisme ? Souhaite-t-on que les familles philosophiques religieuses ou même politiques ouvrent des écoles qui leur soient propres ? Veut-on diviser l'enfance ? Veut-on éviter les risques d'une planification démocratique ? En effet, désormais, avec l'adoption de la loi, nul ne peut interdire l'ouverture d'une école élémentaire, les seules conditions étant d'avoir maîtres, élèves et locaux. Vient-on respecter l'opinion de la majorité des chrétiens ?

Des déclarations officielles de l'épiscopat, l'attitude des syndicalistes catholiques, l'évolution du monde chrétien, le soutien, depuis 1971, de la C.F.D.T. aux objectifs du Comité National d'Action Laïque (composé de la F.E.N., du S.N.I., des délégués départementaux de l'Éducation nationale et de la Fédération des Conseils de Parents d'élèves des écoles publiques dont le président est Jean Cornec), montrent qu'en toute laïcité les hommes de bonne volonté savent quelquefois surmonter ce qui les différencie en matière philosophique et religieuse pour mener le même combat pour la justice. Ce que veulent nos adversaires ? C'est la privatisation de l'enseignement. Pourquoi ? La poussée démographique a rendu inévitable une augmentation des effectifs scolaires : démocratisation subie. Mais la démocratisation qui reste à faire n'est pas seulement de résoudre le problème des effectifs. Il reste à engager la démocratisation du savoir, de l'éducation pour adapter celle-ci à un monde en évolution. Il reste à fabriquer des cerveaux en bon état de fonctionnement. Or hier, dans les lycées et les universités, on dispensait à une minorité de privilégiés un enseignement qui permettait aux classes dirigeantes de constituer les cadres. Aujourd'hui, c'est le même enseignement devenu inadéquat que l'on prétend donner à la masse. Et au lieu de dispenser généreusement le savoir, au lieu d'apprendre à penser, on discrédite soigneusement un enseignement public qui manque de moyens pour créer à côté de lui, un nouvel enseignement privé, confessionnel, commercial ou patronal où se formerait cette « élite » souhaitée pourvu qu'elle soit liée, asservie par les employeurs au travail dans les entreprises. Si nous sommes loin de la querelle de l'instituteur et du curé, nous sommes, par contre, en plein dans les perspectives d'industrialisation (au seul profit des privilégiés de la fortune) des Plans VI et VII. A terme une telle évolution conduirait à la constitution de deux écoles non plus concurrentes, mais complémentaires, l'une réservée aux riches — l'école privée — et l'autre destinée aux pauvres — l'école publique.

La mise en place, à partir de 1971, par le gouvernement de l'éducation permanente a donné une nouvelle dimension à l'action laïque puisque désormais ce ne sont plus les enfants mais les salariés eux-mêmes, qui, s'ils ne ripostent pas par une contre-offensive qui malheureusement tarde, verront leur formation continue dépendre du patronat. Déjà pullulent les officines privées... Le dispositif est en place.

Au terme de cet article à la fois trop long et trop bref en égard à la diversité et à l'importance des problèmes qui hantent et passionnent les militants laïques, il convient de rappeler que notre laïcité se définit par la liberté absolue de conscience, la tolérance mutuelle, le respect des autres et de soi-même.

N'est pas laïque celui qui ne pense pas par lui-même.

N'est pas laïque celui qui ne supporte pas qu'autrui

(1) Loi qui avait été précédée par celle de Debré, du 31 décembre 1959.

soit différent de lui : « Frère, si tu diffères de moi, loin de me léser, tu m'enrichis », écrit Saint-Exupéry.

Mieux, n'est pas laïque celui qui ne possède pas cette secrète révolte dont parlait Jaurès par laquelle l'adhésion tout entière à une cause — qui est peut-être la plus importante de toutes puisqu'il s'agit de l'avenir des petits d'hommes — ne supprime jamais l'exercice de l'esprit critique, le doute, la remise en cause.

L'intelligence est mélancolique mais féconde. Sur le plan religieux, la laïcité permet aux croyants de favoriser le caractère spécifique de leur croyance. Elle permet aussi et surtout, ainsi que l'affirmait Albert Bayet, de faire pressentir aux esprits libres et généreux le jour où sera entendu le grand rêve de ceux qui les premiers tentèrent le geste laïque :

« Notre idéal, cessant d'être considéré comme un principe de combat apparaîtra aux yeux de tous, dans la

vérité de son institution : une arme... non un appel. Il favorisera la libre éclosion des idées, l'ardente confrontation des sincérités, l'émulation des enthousiasmes, mais il fera en sorte que cette émulation, loin de mutiler la fraternité l'ennoblisse et l'exalte. Alors, tandis que s'éteindront, l'un après l'autre les échos des dernières haines, la laïcité, reliant aux espoirs d'aujourd'hui les espoirs d'hier, confiante malgré tous les retards et tous les reculs, en la jeunesse éternelle de l'esprit, reprendra le mot d'Antigone : je ne suis pas née pour la haine mutuelle mais pour le mutuel amour. »

En attendant, elle contribue à former ces hommes à la fois pragmatiques et éclectiques dans le sens où Roger Hagnauer employait ces termes pour parler de Pierre Monatte et dont notre monde a besoin pour hâter la transformation sociale.

Jean MOREAU.

—A—b—â—t—o—n—s—r—o—m—p—u—s—

LES ELECTIONS MUNICIPALES. — Il faut bien en parler un peu, même si l'on n'est pas trop électoraliste à la « R.P. » La poussée à gauche est nette, on peut parler de victoire, et ceci me rappelle les élections municipales de 1935, qui furent le signe avant-coureur du triomphe du Front Populaire en 1936. C'est le Parti Socialiste qui progresse le plus, malgré les trois grandes villes dont il perd la direction : il en gagne assez d'autres pour ne pas trop les regretter. Son succès aurait toutefois été plus spectaculaire s'il avait présenté partout, au premier tour, des listes distinctes. Pour vaincre la droite bourgeoise aux prochaines élections législatives, l'alliance avec le P.C. est nécessaire au second tour, étant donné le mode de scrutin. Mais au premier tour, les partis peuvent rester séparés. Les listes communes servent en réalité le P.C., en rendant moins éclatants les succès du P.S.

Toutefois, à Paris, Chirac a gagné la première manche de son plan. Le voilà maire de la capitale. Il est décidé à s'opposer violemment à la gauche, tandis que Giscard semble disposé à essayer de s'entendre avec Mitterrand si demain celui-ci remporte une nouvelle victoire aux élections législatives. Le calcul de Giscard n'est pas si illusoire. Tôt ou tard, l'alliance entre P.S. et P.C. a des chances de se briser, comme par le passé, et le P.C. se retrouverait alors seul. Ainsi, s'imaginer qu'une victoire de la gauche amènera l'instauration en France d'un régime copié sur celui des pays de l'Est, c'est tomber dans le panneau du R.P.R. dont Chirac est le porte-parole et cherche à effrayer les électeurs.

Pour la première fois, on a vu apparaître, en particulier à Paris, des listes écologistes. C'est symptomatique et sympathique. Elles ont obtenu environ 10 % des voix, qui se sont le plus souvent reportées sur la gauche au deuxième tour. Pourtant, les écologistes s'étaient défendus de soutenir une politique quelconque. Ils devraient néanmoins se rendre compte que leurs revendications n'ont de chances d'être réalisées que si elles sont rattachées à un ensemble visant à transformer la société.

Enfin, il y a l'extrême-gauche, qui a obtenu parfois un certain succès. Cependant, à cette allure, elle ne sera pas encore en mesure de faire la révolution dans cent ans. Je me réjouis de l'union qui s'est faite entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière. Je suis plus réticent à l'égard de la participation à cet accord de l'Organisation Communiste des Travailleurs, qui semble proche du maoïsme. Et je regrette que le P.S.U., plutôt que de rejoindre les deux groupes trotskystes, ait préféré occuper quelques strapontins sur

les listes de l'Union de la gauche, ce qui me paraît être une politique de suicide.

En conclusion, ne nous faisons pas d'illusions. Si en 1978 la gauche devient majoritaire, comme cela paraît probable, elle ne sera pas capable de changer la société, et n'y songera même pas. Elle ne sera même pas capable d'appliquer son programme commun, car elle n'osera pas prendre les mesures nécessaires pour briser les résistances de la bourgeoisie. L'avenir dépend de bien autre chose que des élections : il dépend de la combativité des travailleurs, et de leur clairvoyance.

TORTURE ET PEINE DE MORT. — Il convient d'abord de dissocier les deux questions. Je suis contre la torture en toutes circonstances. D'abord parce qu'elle est une atteinte grave à la dignité humaine, ensuite parce qu'elle est totalement inefficace. En effet, des aveux obtenus par elle n'ont aucune valeur. Pour mettre un terme à une souffrance intolérable, un homme pourra avouer n'importe quoi. Souvenons-nous par exemple du procès des Templiers, sous Philippe-le-Bel, qui firent les plus invraisemblables aveux, puis se rétractèrent. L'un d'eux déclara que sous la torture, on lui ferait avouer qu'il a tué Dieu !

Quant à la peine de mort, constatons d'abord combien les avis sont partagés à son sujet. Ainsi, à la suite de ce que j'ai écrit, j'ai reçu deux lettres de lecteurs qui sont partisans de son maintien. L'une émane du secrétaire de l'Union Syndicale des personnels pénitentiaires, l'autre d'un ami de province. Tandis que le camarade Teilhac, parmi d'autres, me reproche de l'admettre lorsqu'il s'agit de sauver la révolution. A ceux-ci, je me bornerai à poser les questions suivantes :

— Désapprouvez-vous les républicains espagnols d'avoir fusillé, au début de la guerre civile, José Antonio Primo de Rivera ? Les auriez-vous désapprouvés s'ils avaient pu fusiller Franco ?

— Désapprouvez-vous les partisans italiens d'avoir fusillé Mussolini ?

Etes-vous contre les condamnations à mort et les exécutions des chefs nazis jugés à Nuremberg, de Pierre Laval, Bucard, Luchaire et autres en France après la dernière guerre ?

Protestez-vous contre l'enlèvement d'Eichmann en Argentine, son exécution en Israël ?

Protesteriez-vous si les travailleurs chiliens reprenaient le dessus et fusillaient Pinochet ? Si, au Liban, les assassins de Kamal Joumblatt étaient condamnés à la peine capitale ?

Si vous répondez oui à toutes ces questions, sans exception, alors vous êtes logiques, et votre opinion est tout à fait respectable, bien que je la juge utopique.

Mais si vous ne pouvez aller jusque-là, ne fût-ce que dans un seul des cas cités, alors vous devez en toute honnêteté faire la réserve que je fais, et que je demande de faire, en toute lucidité, aux groupes gauchistes qui manifestent contre la peine de mort, mais qui l'appliqueraient s'ils étaient à la tête d'une révolution en danger.

LES CONTESTATAIRES SOVIETIQUES. — Soljenitsyne, parce qu'il n'a pas connu d'autre socialisme que celui, falsifié, de l'U.R.S.S., ne peut être qu'anti-socialiste ? Mais Pliouch ? Lui aussi a souffert, lui aussi est tombé dans les griffes du K.G.B., et pourtant il croit encore au socialisme. Et le petit-fils de Litvinof, qui se réclamait de son grand-père, en luttant pour une libéralisation du régime. Il y en a encore un, dont j'ai oublié le nom, qui s'est réfugié récemment en Suède, et qui s'est déclaré d'accord avec les bolcheviks d'autrefois.

Et puis, l'insurrection de Budapest (1956), le printemps de Prague (1968) ne se sont-ils pas déroulés au nom d'un socialisme véritable, débarrassé des souillures staliniennes, et non contre le socialisme.

Alors, il devrait tout de même être permis de critiquer, non la personnalité, mais les idées de ceux qui jettent l'enfant avec l'eau sale de la baignoire. Soljenitsyne a souffert, il a eu le mérite de dénoncer un système pénitentiaire odieux. C'est grâce à lui que les Partis Communistes occidentaux se délimitent maintenant de l'U.R.S.S. D'autre part, je ne suis nullement gêné par son idéologie religieuse. L'état d'esprit religieux existe, et je crois qu'il subsistera encore longtemps, même en cas de révolution non décevante. Par contre, je pense qu'il faut s'élever contre le nationalisme grand-russe réactionnaire, et constater que Soljenitsyne n'a proposé aucun remède valable contre les maux qu'il dénonce. S'il n'est plus permis de critiquer les idées d'un homme parce qu'il a souffert de la répression, alors nous ne pourrions pas non plus nous opposer à Corvalan, le secrétaire du P.C. chilien, qui a vu torturer son fils sous ses yeux, lorsqu'il déclare que la contestation en U.R.S.S. n'a guère d'intérêt. Vous n'êtes pas d'accord avec lui, n'est-ce pas ? Moi non plus. Alors conservons notre droit de critique à l'égard de tous.

PINOCHET CONDAMNE. — A la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, à Genève, le délégué américain, Brady Tyson, a reconnu et regretté le rôle joué par les Etats-Unis au Chili lors du coup d'Etat militaire contre le régime d'Allende, en 1973. Il n'y a donc plus de doute : l'intervention de la C.I.A. a été décisive dans ce pays. Malheureusement, Brady Tyson a été désavoué par son gouvernement : il ne faut pas aller trop loin ! Toutefois, la condamnation des atteintes aux droits de l'homme du gouvernement Pinochet a été votée par le délégué américain. Ainsi le régime odieux qui sévit au sud-ouest de l'Amérique australe n'a plus guère de défenseurs. Mais, pour l'instant, Pinochet est toujours en place, et il a renforcé sa dictature en interdisant le Parti démocrate-chrétien, qui s'élevait contre ses méthodes.

KAMAL JOUMLATT ASSASSINE. — Au cours des événements qui ont ensanglanté le Liban, deux hommes politiques de ce pays me semblaient dignes d'estime, et capables de ramener là-bas, la tourmente passée, l'entente entre les différents groupes confessionnels : Kamal Joumlatt, le Druze (musulman d'une secte dissidente) et Raymond Eddé, le chrétien de gauche. Ce dernier avait été blessé, l'autre vient d'être assassiné, comme l'avait été avant lui sa sœur Lynda. Ainsi les Phalangistes ou autres réactionnaires libanais ont ajouté un

crime de plus à la longue série de leurs méfaits. Ce meurtre odieux a été suivi de représailles terribles, dont une cinquantaine de chrétiens, au moins, ont été victimes, et victimes innocentes très probablement. Les assassins ont pu s'enfuir, et ce ne sont pas les grands responsables, les Pierre Gemayel, Camille Chamoun ou Suleyman Frangié, qui ont payé.

LA CRISE DE L'EGLISE CATHOLIQUE. — Les catholiques ont l'habitude de la soumission aux autorités ecclésiastiques, au pape en particulier. Cependant, les innovations introduites dans l'Eglise par le Concile du Vatican II provoquent des remous. A Paris, l'église Saint-Nicolas, près du quartier latin, est occupée par les traditionalistes, qui ne veulent écouter la messe qu'en latin. Ceci peut paraître puéril, et en dehors de tout ce qui nous intéresse. Mais à l'action des contestataires catholiques se mêle une préoccupation politique : ils accusent l'église actuelle de se rapprocher du marxisme, ils se réclament de la réaction la plus arriérée. Mgr Lefebvre lui-même, leur chef de file, est issu d'une famille royaliste. Ainsi, la question religieuse est étroitement mêlée à tout le contexte de notre époque. Alors, comment s'étonner que dans des pays où l'influence de la religion est demeurée plus générale qu'en France (Irlande, Liban), les luttes politiques et sociales se déroulent sous l'aspect de querelles religieuses ?

LA POLITISATION DE L'ENSEIGNEMENT. — On connaît mes sympathies pour la Ligue Communiste Révolutionnaire. Mais si, comme cela a été indiqué dans le dernier numéro de la « R.P. », ses militants se prononcent pour la politisation de l'enfance à l'école même, alors je ne suis plus d'accord. Etant opposé à l'enseignement religieux parce qu'il marque de son empreinte la conscience de l'enfant, je ne puis approuver qu'il soit remplacé par un autre credo tout aussi envahissant, tendant à faire absorber de façon unilatérale une doctrine toute faite. Je crois que le marxisme demeure une idéologie positive, mais je pense que tout système de pensée, toute doctrine, doivent être continuellement remis en question, et qu'il faut habituer les jeunes à le faire. D'ailleurs, lorsque l'on élève les enfants d'une façon totalitaire, on aboutit souvent au résultat opposé à celui que l'on veut atteindre : combien de jeunes qui ont été éduqués par les Jésuites ou autres religieux sont devenus après, ou même pendant leur scolarité, des adversaires de la religion. Ce n'est pas hasard que les Partis Communistes les plus puissants de l'Europe occidentale sont précisément situés dans les pays catholiques. Car il est facile de passer d'un église totalitaire à un parti totalitaire. Le chemin peut être suivi en sens inverse.

Est-ce à dire qu'il faut éviter de parler aux élèves des grands problèmes sociaux et même politiques de notre époque ? Ce serait tomber d'un extrême dans l'autre. Mais il faut toujours leur présenter ces questions objectivement, et à un niveau qui ne dépasse pas celui de leur âge. Lorsqu'on enseigne l'histoire dans les grandes classes, comme je l'ai fait, spécialement dans les classes terminales, où l'on étudie la période la plus contemporaine, il est impossible de les passer sous silence, ces questions, d'autant plus qu'elles figurent au programme officiel. Et il est impossible que les idées du professeur n'apparaissent pas au cours de son enseignement. Ceux de mes élèves qui étaient gauchistes avaient vite fait de me reconnaître comme un des leurs. Mais je m'efforçais toujours de leur faire connaître et comprendre les différents points de vue sur les questions étudiées, et je permettais toujours à ceux qui avaient un avis à exprimer de le faire, en toute liberté.

QUE PENSER DE L'EUROCOMMUNISME ? — Les Partis Communistes de France, Italie, Espagne, et quelques autres moins importants numériquement, viennent de prendre leurs distances à l'égard de l'U.R.S.S. Ils

dénoncent maintenant la répression stalinienne et post-stalinienne. Faut-il voir dans ce fait nouveau une simple manœuvre, qui s'effectuerait avec la complicité des autorités soviétiques? Je ne le pense pas. Car si tel était le cas, comment expliquer que le P.C. portugais, dans un pays qui appartient à l'Europe occidentale et latin, demeure à l'écart de ce mouvement? Ou qu'en Suède, la question ait provoqué une scission, un P.C. approuvant la politique russe, même en ce qui concerne la répression, l'autre se ralliant à l'Eurocommunisme?

Parlons du P.C. français. En 1920, au Congrès de Tours, la majorité des socialistes a adhéré à la Troisième Internationale. La révolution, sous la direction de cette dernière, semblait proche. Mais elle ne s'est pas produite, pour des raisons qu'il serait trop long de rappeler ici, parmi lesquelles figurent de façon écrasante les erreurs de la politique stalinienne. Au cours de la dernière guerre mondiale, Staline, parce qu'elle gênait son alliance avec les démocraties occidentales, a dissout l'Internationale Communiste. Manœuvre alors, oui, mais manœuvre aux conséquences énormes, et à long terme. Longtemps, les Communistes sont restés de fidèles admirateurs et serviteurs de l'U.R.S.S. Mais ils sont lassés d'être les parias de la politique française.

PARMI NOS LETTRES

UNE PROFESSION DE FOI ANTIMARXISTE

En nous annonçant un travail sur Proudhon

De Pierre PALIX (Toulon) :

« ... je suis souvent d'accord avec vos analyses et tout particulièrement avec celles de R. Hagnauer qui me semble être dans le vrai courant des idées révolutionnaires de Proudhon. Je ne crois pas à un changement de société pour demain, mais comme Proudhon je suis convaincu que l'évolution se continuera pendant plusieurs siècles avant d'aboutir à un équilibre véritable. Le marxisme a été un poison qui a aiguillé dans des voies de rétrogradation des générations entières, en laissant croire qu'il existait un système facile à appliquer pour que tout change d'un seul coup... Préservons la liberté par laquelle tout est possible et gardons-nous de tomber dans le piège de la phraséologie révolutionnaire... L'université est noyautée, envahie... On nous rebat les oreilles du pouvoir bourgeois et on s'installe dans les sinécures confortables... La liberté d'abord, il n'y a pas de bien plus précieux. On a vite repéré ceux qui sont passés par l'école sectaire et intolérante du marxisme. »

QUELQUES FLEURS BIENVENUES

De Jean MOREAU (94) :

Permetts-moi de féliciter les « cuisiniers » de la R.P. pour le dernier numéro de mars qui me semble particulièrement varié et intéressant : il me semble que nous suivons l'actualité — peut-être même la devançons-nous par les problèmes que nous posons —, aussi bien quand nous abordons l'énergie nucléaire, l'Europe, l'enseignement, les P.T.T., etc.

Un équilibre harmonieux s'établit entre sujets théoriques et monographies pratiques, problèmes de l'hexagone et internationalisme..., rédacteurs anciens (et toujours jeunes) et nouveaux (Servet) sans pour autant jamais oublier la « ligne » syndicaliste et non conformiste soucieuse de l'avenir du prolétariat.

Il me semble que depuis quelques mois nos réunions mensuelles sont plus suivies. Est-ce un indice? Le signe que nos sociétés de plus en plus technocratisées ont besoin de foyers, de refuges, de cercles de pensée ouvrière libre comme le nôtre? Je ne veux pas rêver mais je l'espère. En tout cas, j'ai pris beaucoup de plaisir à lire ce numéro.

La gestion des municipalités, les places qu'ils ont gagnées au parlement, ne leur suffisent plus. Ils voudraient participer au pouvoir. Et leur liaison avec le système soviétique les gêne, surtout depuis le retentissement qu'ont eu les ouvrages des contestataires soviétiques. Alors, ils se délimitent de l'U.R.S.S. Sincèrement? Par nécessité surtout. Ainsi, ils s'écartent du stalinisme, mais en même temps continuent de mettre de l'eau dans leur vin, et s'éloignent de la révolution chaque jour un peu plus. Ainsi, leur attitude nouvelle est partiellement meilleure dans la mesure où ils réprouvent le système du Goulag, partiellement rétrograde, lorsqu'ils renoncent à tout ce qui a été la raison d'être de la scission de Tours.

Pouvons-nous donc leur faire confiance? A ceux qui sont à la tête du P.C. d'aujourd'hui, certainement pas. Mais les jeunes qui viennent à eux maintenant sont recrutés sur de nouvelles bases, et peu à peu la mentalité des militants du P.C. se modifie et se modifiera. Nous ne pourrions aucunement les rejoindre au point de vue idéologique, mais on peut espérer que la discussion avec eux — je parle, encore une fois, des nouveaux éléments — pourra devenir plus fructueuse.

Jacques GALLIENNE.

Deux regrets seulement à exprimer mais qui ne sont pas des critiques :

1) Je n'ai pas retrouvé — sans doute faute de place — le fraternel « entre nous ».

2) Il est dommage que des camarades « manuels » n'aient pas pris cette fois-ci la plume : l'expérience montre que lorsqu'ils le font, ils réussissent avec une force et une vigueur que pourraient bien leur envier de soi-disant intellectuels qui trop souvent (non pas à la R.P. mais ailleurs) se prétendent les guides « éclairés » de la classe ouvrière.

A TRAVERS LES LIVRES

NOUS AVONS REÇU

L'Architecte, le Prince et la Démocratie, de Michel RAGON (chez Albin Michel).

Vers une démocratisation de l'architecture ?

Le temps nous a manqué pour lire complètement cet important ouvrage. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

Traité de Brest-Litovsk 1918 : Coup d'arrêt à la Révolution de Guy SABATIER (aux Cahiers de Spartacus).

Une thèse hétérodoxe sur un épisode déterminant des débuts du pouvoir des soviets en Russie. Nous en reparlerons.

LIRE LA R.P. C'EST BIEN
S'ABONNER C'EST MIEUX
ABONNER DES CAMARADES
C'EST MILITER

Dans la lutte de classe : quelques faits à noter

AU CHANTIER DES HALLES DE PARIS

Contre Bouygues, la plus grosse entreprise française du bâtiment, les ouvriers du chantier des Halles de Paris étaient en grève pendant tout ce mois de mars ; ils l'étaient encore au début d'avril. A 90 %, ce sont des travailleurs immigrés. Ils demandent un salaire minimum de 2.400 F. L'an dernier, à la même époque, ils faisaient 51 heures par semaine ! Ils n'en font plus que 42 heures 30. Malgré les augmentations horaires, la perte n'est pas compensée.

DANS UNE RAFFINERIE D'ELF-AQUITAINE, CONFLIT AIGU

Suppression de deux cents emplois sur quatre cent quatre-vingts, à la raffinerie d'Ambès (Gironde). Les ouvriers en grève de protestation ont l'appui des autorités régionales inquiètes du marasme économique de la région.

A DUNKERQUE

Conflit grave entre le syndicat des dockers et le groupe sidérurgique USINOR. Celui-ci veut se débarrasser des contraintes syndicales. D'autre part, la direction du groupe annonce la suppression de 3.720 emplois, dont 3.000 à Thionville.

A LA S.N.C.F.

Le 30 mars, les sept fédérations de cheminots ont estimé « inacceptables » les propositions salariales de la direction.

EN ITALIE

Les directions des syndicats ont accepté une modification du système d'échelle mobile depuis longtemps établi. Trois articles importants sont retirés du « panier de la ménagère » qui sert là-bas de base d'indexation des salaires. Cela pour permettre, paraît-il, à l'Italie d'obtenir un prêt de 530 millions de dollars du Fonds Monétaire International ! On ne prête qu'à ceux qui ont su entraver leurs travailleurs.

A PROPOS DES SYNDICATS AMÉRICAINS

AU RYTHME DE LA CONSCIENCE OUVRIÈRE

J.-P. COT et J.-P. MOUNIER viennent de nous donner un très bon livre : *Les syndicats américains, conflit ou complicité* (collection « la rose au poing », édition Flammarion, 184 p., 24 F). Un livre instructif, bien documenté, résultat d'une enquête menée sur place en 1975. Texte vivant qui fait réfléchir écrit par des auteurs qui ont l'esprit clair, un réel talent pédagogique, un goût évident pour le sujet de leur enquête.

Comment en serait-il autrement, direz-vous ? Il faudrait avoir la conception du monde d'un vieux philosophe obnubilé par l'image désuète qu'il se fait de l'Amérique pour ne pas s'intéresser à cette apparente contradiction : la plus grande puissance capitaliste « in the world », le pays où l'on entre sous le flambeau de la liberté mais où on assassine le pasteur Martin Luther King venu soutenir à Memphis une grève des services publics, les syndicats les plus puissants, les mieux organisés, les plus éloignés aussi des idéologies socialistes, les plus méfiants depuis toujours c'est-à-dire depuis Gompers vis-à-vis de l'action politique alors que, pourtant, le poids des syndicats est décisif dans l'élection du Président des U.S.A. (et Mc Govern en sait quelque chose, lui qui, soutenu par les bonnes thèses des « radicaux » au sens américain du terme, ne sut pas établir le contact avec le monde syndical). Bref, un pays où, comme ailleurs, la lutte des classes se développe, et pas un semblant de lutte, une lutte dure, mais où 30 % seulement des travailleurs sont syndiqués et où la classe ouvrière ne se pense pas comme classe. On comprend que des socialistes aient envie d'aller voir de près « comment ça se passe ».

Nos auteurs, qui sont des professeurs d'université (le premier étant de surcroît député socialiste du Doubs) ont une compétence juridique et économique. Surtout ils ont le sens des questions à poser ; ils ont su également frapper aux bonnes portes pour embrasser toute la diversité offerte par un mouvement bien vivant dans un immense pays ignorant, heureusement pour lui, les méfaits de la centralisation.

Le résultat de leur travail est un livre facile à lire, peut-être même trop brillant. Pour n'y plus revenir, j'énoncerai deux regrets : l'absence, en fin de volume d'un index (mais la table des matières détaillée y supplée dans une certaine mesure) et d'une bibliographie critique sur les ouvrages en français et en anglais consacrés en grand nombre au même sujet (à nous donc

de la constituer, cette bibliographie, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres ; une des tâches de la R.P. au bénéfice d'un mouvement ouvrier qui a besoin d'une vaste et sérieuse documentation).

Sans doute, au début du livre, a-t-on un peu l'impression d'une mosaïque de questions, d'impressions. Cela tient au sujet : « La variété du syndicalisme américain interdit toute généralisation abusive » (p. 66). Complexité dans l'organisation, diversité des orientations, des méthodes d'action, des positions vis-à-vis de l'intervention dans la vie politique.

Nos auteurs ont rencontré des responsables syndicaux de tous les échelons et de syndicats très différents. Rien de commun entre le vivant syndicat de la confection pour dames (I.L.G.W.U.) de New York, fidèle à l'A.F.L.-C.I.O. et à ses traditions héritées des tailleurs juifs émigrants d'Europe et le syndicat des dockers de l'Ouest qui fut longtemps dominé par les communistes. Rien de commun non plus entre les procédures d'appel prévues dans le puissant syndicat de l'automobile (U.A.W.) et qui permettent le contrôle des élections à l'intérieur du syndicat et, d'autre part la corruption qui sévit chez les *Teamsters*, le syndicat des camionneurs dont l'ancien président Hoffa a fait assassiner un concurrent gênant et sa famille. Le contraste est aussi grand entre le dynamisme, l'importance des revendications dans le syndicat de l'automobile, celui qui fut animé par Walter Reuther (dont la biographie vient d'être écrite par son frère Victor, il faudra en reparler) et les conceptions figées de la centrale syndicale, l'A.F.L.-C.I.O. dont l'U.A.W. a dû se séparer. L'A.F.L. reste dominée depuis plus de vingt ans par son président et « on ne voit pas pourquoi George Meany céderait la place dans un avenir prévisible : il n'a que quatre-vingt deux ans » (p. 74).

Tout jugement sur les syndicats américains doit donc être nuancé. Leur organisation nous surprend ; mais s'il n'y a pas unité syndicale au sommet, il y a un seul syndicat au niveau de l'entreprise et le syndicat ne se maintient dans l'entreprise que s'il est jugé efficace par ses membres. C'est vrai qu'il y a des syndicats corrompus, mais cela ne se produit-il qu'en Amérique ? Et puis, ces *Teamsters* corrompus ne s'est-on pas un peu pressé de les condamner parce qu'ils étaient, parce qu'ils sont encore très efficaces ? Le milliardaire Kennedy les a condamnés, mais ces milliards de Kennedy, d'où pro-

venaient-ils ? Ne pas croire non plus que la composition des syndicats soit toujours et partout à l'image des dirigeants : à Minneapolis, les frères Dunn, célèbres trotskystes, dirigeaient les TEAMSTERS...

Avec nos catégories de vieux européens, avec notre goût des discussions théoriques, nous avons du mal à admettre un pragmatisme pourtant bien adapté au sens des responsabilités de chaque syndicat local. Là-bas aussi il y a des intellectuels bien intentionnés, ceux qu'on appelle les radicaux, et qui voudraient aller plus vite ou plus loin. Bluestone, un des responsables de l'U.A.W., le voudrait aussi mais il sait que l'initiative doit venir de la base : « si l'on devance la conscience ouvrière, on s'expose inmanquablement à la récupération capitaliste » dit-il. Sagesse exemplaire qui ne nous condamne nullement au désespoir. Le vieux Gompers avait des œillères quand il s'obstinait à ne vouloir syndiquer que les ouvriers qualifiés ; mais au cours d'un débat avec le socialiste Morris Hilquist, il répliquait déjà en 1914 : « Vous vous battez « pour des jours meilleurs » ; nous, syndicalistes, nous continuerons à nous battre pour toujours. En d'autres termes, nous

allons plus loin que vous. Vous avez une fin, pas nous ! »

Soixante ans plus tard, alors qu'il y a dans le monde des pays qui se disent socialistes, ne peut-on leur souhaiter un syndicalisme qui se batte toujours ? Et pour les pays où les syndicats font souvent semblant de se battre, n'est-ce pas aussi une leçon ?

Oui, j'ai trouvé ce livre très enrichissant. Stimulant aussi.

Gilbert WALUSINSKI.

NOTE DES EDITIONS SYNDICALISTES

Les Editions Syndicalistes ont publié, il y a quelque dix ans, une brochure de Maurice LIME, intitulée, elle aussi : LES SYNDICATS AMERICAINS et qui portait déjà une vue non conformiste sur certaines grandes organisations syndicales américaines.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Les abondantes chutes de neige qui se sont abattues sur la région de Buffalo fin janvier ont littéralement paralysé la ville pendant une dizaine de jours. Un vent violent avait formé des congères sur les routes et dans les rues qui rendirent bientôt toute circulation impossible. Le maire dut fermer les écoles ; les usines et les magasins firent de même pendant plusieurs jours et l'accès des rues de la ville fut interdit aux automobiles privées. A ce propos le maire cita le chiffre effarant de 220.000 véhicules automobiles venant de l'extérieur qui en plus des voitures des résidents, emprunteraient les voies publiques de Buffalo chaque jour. La police et les pompiers se déplaçaient eux-mêmes avec les plus grandes difficultés et durent faire appel pour accomplir leurs missions aux propriétaires de skidoux (moto-neige) qui voulurent bien se mettre à leur disposition. Une soudaine pénurie de gaz naturel aggrava la situation et dans de nombreux foyers la température descendit aux alentours de 10 °C alors que les Américains ont l'habitude de maintenir leurs appartements à 20 °C au moins pendant l'hiver.

Il y eut des moments pénibles pour les gens bloqués dans leur voiture et qui ne pouvaient rentrer chez eux et pour ceux qui durent bivouaquer sur leur lieu de travail. Mais la presse, la radio et la télévision projetèrent de la situation une image bien plus noire que la réalité. Pour beaucoup ces vacances inespérées se passèrent fort agréablement, en famille. Et l'on a de bonnes raisons de s'attendre à un « baby boom » à Buffalo à l'automne 1977 ! Les moyens d'information et les politiciens locaux avaient d'ailleurs d'excellentes raisons de se montrer alarmistes. Cela leur a valu d'obtenir des secours en argent considérables de l'Etat qui ont permis de distribuer des salaires (et aussi quelques pots de vin aux copains) à ceux que le mauvais temps avait réduits temporairement au chômage. Dès que les chutes de neige ont cessé le déblaiement a été entrepris avec vigueur, à l'aide de tout un arsenal de machines plus impressionnantes les unes que les autres venues de plusieurs villes des Etats-Unis et du Canada. Les Américains réagissent très bien et très vite dans de telles circonstances et, pour une fois, les routines habituelles de travail suspendues, les gens se parlent et fraternisent volontiers. Il n'y a pas de doute, les Américains travaillent trop,

sacralisent trop le dollar et le travail. Trop d'entre eux sont devenus selon le mot à la mode, des « workalcooliques », des intoxiqués du travail.

Peut-être est-ce à cause justement de la rigueur du climat, de l'immensité des distances qui font de la survie de millions d'individus groupés dans des villes gigantesques un miracle quotidien. Peut-être Vercors avait-il raison d'écrire en 1954, dans son livre *Les Pas dans le sable* où il rend compte d'un voyage effectué en Amérique en 1946, que Georges Duhamel avait fait une erreur en donnant comme titre à ses impressions d'Amérique *Scènes de la Vie Future* alors qu'il aurait fallu dire *Scènes de la vie précaire*. Précarité dont les Américains eux-mêmes prennent une conscience un peu plus aiguë chaque jour où quelque hausse du prix de l'essence, de gaz et autres carburants vient confirmer la réalité d'une crise de l'énergie à laquelle pourtant beaucoup de gens continuent à refuser de croire.

LES FRANÇAIS VUS D'AMÉRIQUE

Je notais, dans une précédente lettre que, surtout depuis la mort de De Gaulle, la France semblait tenir bien peu le place dans les préoccupations des Américains. La presse et autres « media » n'en parlent guère et le voyage de Giscard d'Estaing à Washington, par exemple, avait suscité bien moins d'échos que la visite de Lopez Portillo, de Pierre Elliott Trudeau, de Ithzak Rabin ou de Helmut Schmidt.

Pourtant récemment le journal des étudiants de l'Université de l'Etat de New York à Buffalo a donné un écho illustré à l'affaire Abou Daoud en reproduisant une caricature, parue dans le *Los Angeles Times*, qui montre la France de Giscard et un Potentat Arabe en train de fraterniser sous le signe de la croix gammée. Il s'est trouvé un étudiant israélien pour protester contre l'assimilation de la politique de la France d'aujourd'hui à celle des nazis et pour rappeler les justifications juridiques du refus d'extrader de la France et souligner qu'il y a hélas dans le monde des régimes qui appliquent quotidiennement sur leur territoire les méthodes nazies pour se débarrasser de toute opposition : le Chili de

Pinochet, l'Iran du Shah Pahlewi, la Corée du Sud de Parh, l'Indonésie de Suharto, le Brésil de la junte militaire, l'Argentine et le Paraguay. Mais il s'est fait vertement remettre à sa place par des étudiants sionistes qui développèrent l'idée que ce sont des pays comme la France qui, en refusant de suivre la ligne dure d'Israël à l'égard des « terroristes » palestiniens, menacent l'existence d'un foyer juif et par conséquent risquent de rendre possible une nouvelle flambée d'antisémitisme, suivie d'un holocauste semblable à celui qui aurait pu être évité pendant la seconde guerre mondiale si un Etat juif avait alors pu servir de refuge et protéger les juifs d'Europe en détresse.

Cet incident me semble fournir un exemple de l'étrange attitude des classes dirigeantes et de la bourgeoisie américaine à l'égard de leurs homologues français, attitude faite de ressentiment et d'impatience devant une mentalité qui leur semble encore plus cynique que la leur.

Roosevelt n'avait jamais pu prendre De Gaulle au sérieux à cause de son langage impérial et d'un nationalisme qui semblait s'être trompé de siècle ou de continent. Il avait bien plus de confiance et d'estime pour un Jean Monnet — qui pourtant n'a jamais eu de véritable influence politique auprès des électeurs en France — parce qu'il s'était donné pour mission de préparer l'avènement des « Etats-Unis » d'Europe.

Si l'on doit en croire William Pfaff, qui signa dans le *New Yorker* du 24 janvier un article intitulé « L'Exception française », la profonde incompréhension, qui persiste entre Américains et Français, résulterait du fait que les classes dominantes en Amérique se reconnaissent sans peine dans leurs homologues de l'Europe du Nord protestante : Angleterre, Allemagne, Pays Scandinaves qui d'ailleurs depuis la seconde guerre mondiale ont toujours approuvé et soutenu les grandes options de la politique américaine, alors que la France latine et catholique s'est efforcée de prendre ses distances.

L'Europe du Sud a toujours été à la fois un objet de scandale, de réprobation, de dédain et d'envie aux yeux des Américains. Ces pays de vieille civilisation, de sensualité et de joie de vivre croyaient-ils, payaient chèrement la liberté de leurs mœurs et le charme de leurs femmes par leur incompétence technologique et commerciale ainsi que leur incapacité à se gouverner démocratiquement dans la stabilité et la continuité.

L'ennui avec les Français d'aujourd'hui c'est que, non contents de demeurer un peuple méditerranéen avec tout ce que cela implique de « péché » dans une perspective anglo-saxonne, ils refusent énergiquement de se considérer comme retardataires, archaïques, sous-développés, alignés et qu'en un mot ils veulent à la fois avoir la bombe et de temps en temps faire la bombe.

Cette analyse de la façon dont les Français sont perçus dans les milieux bourgeois des Etats-Unis, n'est pas le seul produit des observations, des intuitions, de l'imagination ou des raisonnements de William Pfaff, mais elle coïncide en gros avec les résultats d'un sondage effectué par la forme Harris aux Etats-Unis à la veille du voyage de Giscard en Amérique au printemps dernier, à la demande du gouvernement français. Certes l'idée que se font la plupart des Français de l'Amérique et des Américains est au moins aussi arbitraire et aussi éloignée des faits que l'est le stéréotype que nous venons d'esquisser, car finalement les Français s'intéressent peu à ce qui se passe au-delà de leurs frontières, surtout depuis le repli historique sur l'hexagone.

L'important aux yeux de William Pfaff est ailleurs. C'est que la bourgeoisie française est convaincue de vivre mieux que les Américains, qu'elle est convaincue de la supériorité de ses valeurs sélectives et élitistes, en bref qu'il y a entre elle et les Américains conflit et incompatibilité sur les fins que doivent se proposer une société et une culture.

Ce point de vue me paraît particulièrement intéressant parce qu'il résume et exprime très clairement le sentiment — plutôt que l'opinion — de la classe politique américaine. Quant à décider de son bien-fondé c'est une toute autre histoire. Le véritable fondement des valeurs et des comportements de la bourgeoisie, qu'elle soit américaine ou française demeure le seul principe du profit qui détermine toutes ses décisions même les plus intimes, les plus privées, les plus liées en apparence à la vie affective. De même que sous l'ancien régime les aristocrates arrangeaient exclusivement entre eux des mariages qui visaient à maintenir et à étendre leur patrimoine et leur puissance, aujourd'hui il n'y a guère de famille bourgeoise française qui n'ait marié une fille — ou plus rarement un fils — en Amérique. De ce fait déjà aujourd'hui et plus encore demain à travers les petits-enfants de ces couples les illusoire différences de valeurs et de perception s'effaceront encore plus achevant une évolution commencée à l'aube de l'ère industrielle et qui dotera le monde d'une classe dirigeante profondément homogène.

Pierre AUBERY.

ERRATUM

Dans la précédente « Lettre d'Amérique » (numéro de mars) il faut rectifier : la troisième ligne, en bas de la première colonne, n'est pas à sa place. Elle doit être reportée huit lignes plus haut, ce qui donne :

« *Philadelphie était au XVIII^e siècle, avant la construction de Washington, la véritable capitale politique du pays.* »

L'ultime correcteur s'excuse d'avoir laissé passer cette faute.

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS, C.C.P. 21 764 Paris
vous rappellent leurs principales publications :

de Pierre AUBERY — **POUR UNE LECTURE OUVRIÈRE DE LA LITTÉRATURE.** Prix : 20 F.

de René MICHAUD — **J'AVAIS VINGT ANS.** Un jeune ouvrier au début du siècle. Prix : 20 F.

de Louis SIMON — **UN INDIVIDUALISTE DANS LE SOCIAL : HANS RYNER.** Prix : 15 F.

de Nicolas FAUCIER — **LA PRESSE QUOTIDIENNE.** Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent. Prix : 20 F.

LES OUVRIERS DE SAINT-NAZAIRE. Un siècle de lutte. Prix : 25 F.

2977. — La nuit noyait encore la mégapole. Progressivement, comme des meurtrières d'une forteresse assiégée surgissaient des leurs bientôt innombrables : elles éclairaient un étrange et hallucinant univers de béton. Bientôt, l'activité de la fourmilière allait reprendre. La population était soigneusement divisée en trois castes d'importance inégale.

La première, seule, une infime minorité comprenant ceux qui savent, avait accès aux leviers de commande et pouvait prendre des décisions. Composée d'ingénieurs, de technocrates, d'aparachikis, de managers, de chefs de service, de bureautechnocrates, de dirigeants de multinationales et de clerks de tout acabit, son règne était incontesté, monotone, libéral et froid. Vêtus uniformément de Prince de Galles sombre, pénétrés semblablement de leur importance et toujours affairés, courant de week-end en week-end, séminaires et congrès, ces privilégiés habitaient dans les quartiers résidentiels des tours luxueuses et fonctionnelles agrémentées de ravissants jardins suspendus et de spacieuses piscines obligatoires.

La seconde catégorie constituée par l'immense multitude moutonnaire menait une vie paisible, effarée, robotisée, spécialisée, étranges hommes lisses et aseptisés aux cervelles légères. Ils se reposaient encore avant de reprendre le labeur. Dimanche prochain, ils s'engouffraient par cargaisons entières dans les Palais de la Culture Plébéienne qui leur étaient destinés : immenses bâtiments reconnaissables à leurs admirables tuyauteries multicolores, criardes et obsolètes. Ils s'y distraient honnêtement en lisant des bandes dessinées dans un salon de faux design ou en regardant dans la vaste salle obscure, climatisée et parfumée un film de karaté. Ces êtres habitaient les quartiers périphériques. Voyantes et pythoïsses, spécialistes de boules de cristal et de marc de café, astrologues et magiciens entretenaient régulièrement leur moral.

Au-delà, habitant des bidonvilles pourvus à l'intérieur de tout le confort moderne, cerné de barbelés, ponctué de miradors surveillés nuit et jour par les servants des mitrailleuses, s'étendait sur des kilomètres le camp d'un peuple bigarré et barbare : celui des marginaux, orphelins, drogués, guitaristes caractériels, métis, handicapés, vieillards, mystiques, alcooliques, fous (les jeunes y séjournaient plus ou moins longuement selon l'état de gravité de leur adolescence). Aigris et constamment assistés, il arrivait à certains de ces indigents de travailler. Quand les nécessités économiques l'exigeaient et si momentanément le courage ne leur faisait pas défaut, ils s'adonnaient alors en rechignant — entre deux voyages psychédéliques produits par le joint — à quelques travaux rémunérés. On les verrait bientôt franchir, humbles et hagards par petits paquets, les portes de la ville après les formalités obligatoires de la douche et de la fouille organisées par mesure d'hygiène et de sécurité.

La mégapole ne connaissait pas de troubles sociaux. La contestation qui relève de la préhistoire de l'humanité avait apparemment disparu. Aucune association — semblait-il — ne remettait en cause l'ordre établi : il y a quelques siècles déjà s'était produit insensiblement une subtile métamorphose qui avait donné d'excellents résultats pour assurer le calme indispensable. Cela avait commencé par un changement vestimentaire : les professionnels de la protestation qui depuis longtemps, grâce à l'élévation du niveau de vie, avaient abandonné le port de la blouse et de la casquette, bientôt délaissèrent le prêt-à-porter du prisunic. Le jour où ils renoncèrent

au self-service et achetèrent un suit-case avait été décisif mais personne sur le moment ne s'en était aperçu. Tout s'était passé comme si en chacun d'eux, et en dépit de leur évidente sincérité, l'administrateur avait tué lentement l'apôtre. Les jeunes ne surent ou ne purent prendre la relève. Le ver était dans le fruit. Le mouvement avait été irréversible : le slogan avait remplacé la pensée, la tentation totalitaire avait noyauté les esprits. C'est alors que les organisations dépérissent.

Tous les habitants de la mégapole, de leur tendre enfance à la « mise à la marginalité », recevaient un enseignement utilitariste et de qualité. Formation scolaire et continuée reposait sur le principe de l'accumulation des connaissances et était dispensée dès le jardin d'enfants par des professeurs spécialisés et au minimum agrégés dans leur matière. Le contrôle était assuré par des tests fréquents correspondant aux diverses qualifications professionnelles : c'est ainsi que la formation de balayeur comportait trois diplômes successifs : premier, deuxième et troisième degrés. Le nombre de reçus était calculé en fonction du marché du travail. Deux réseaux d'écoles distribuaient également le savoir : l'un, privé, réservé à la catégorie supérieure de la société comportait des classes à effectifs réduits, l'autre relevant de la charité publique — des quêtes nationales étaient périodiquement organisées — recevait généreusement les enfants des basses classes. Par souci d'efficacité et d'économie bien comprises, l'obligation scolaire avait été enfin supprimée : la fréquentation des gosses de marginaux étant, par nature, trop irrégulière.

Toutefois la mégapole comprenait — non pas en dehors mais en son sein — quelques irréductibles dissidents pour qui « ça ne marchait pas ». Ils constituaient une poignée d'ouvriers, d'instituteurs, de mères de famille et de représentants de quelques autres professions. Parce qu'ils aimaient la vie, ils pensaient naïvement que la jeunesse était l'avenir. C'était la Secte des Laiques. En révolte contre les clerks dominateurs et élitistes, ses adeptes vraiment originaux professaient la croyance étrange selon laquelle la liberté est la source de toute valeur humaine. Ils se réunissaient tous les samedis : ils travaillaient fort tard, souvent jusqu'à minuit pour rechercher les moyens de propager leur idéal. Leur responsable, choisi par élection, selon une coutume archaïque tombée ailleurs en désuétude, s'appelait l'Humaniste.

Un jour, celui-ci en fouillant dans les archives de la Secte, découvrit un texte plusieurs fois millénaire, rédigé par ceux qui l'avaient précédé et qui s'intitulait : « Les qualités nécessaires à l'homme de notre temps ».

« Les qualités essentielles de l'homme d'aujourd'hui — proclamait le vénérable document — ne doivent sans doute pas être profondément différentes de celles dont les hommes des progrès envisageaient déjà avant nous l'épanouissement et qui restent à promouvoir. »

« Cependant, en fonction même de l'évolution des idées, des qualités nouvelles doivent être développées... »

« Nous n'en citerons que les principales » :

- « — qualités intellectuelles ;
- facilités d'expression ;
- maîtrise des conditionnements économiques ;
- facultés d'adaptation, personnalité, possibilité de se situer, souci constant de l'équilibre, possession et maîtrise de soi ;
- aptitude à organiser, à éduquer, à sélectionner, à choisir, réflexion et esprit critique, esprit de méthode ;

- sens et respect du travail manuel et intellectuel, actif, individuel ou en équipe ;
- richesse d'imagination, créativité ;
- non-conformisme, aptitude au dialogue, à la concertation, tolérance ; culte de l'amitié ;
- goût de la participation, de la responsabilité, du militantisme, sens de la coopération, de la solidarité, de la fraternité, amour de la justice, de la liberté, volonté d'engagement ;
- épanouissement sexuel, qualités physiques, manuelles, artistiques, amour de la nature, des animaux (qui doit se développer en conscience écologique) ;
- attachement à ce que l'on pourrait appeler le sel de la vie ;
- désir de perfectionnement durant toute son existence. »

« Toutes ces qualités — concluait le texte — constituent autant de valeurs que doit dispenser une école ouverte à tous — foyer d'éducation permanente — et se

proposant de permettre dans une société améliorée qu'elle contribuerait à promouvoir, de ne plus concevoir le travail comme une malédiction, de retrouver le sens de la communication, de faire du temps libre un temps authentiquement libéré. Dans une telle structure non plus fondée sur le profit ou le plaisir de dominer, l'homme pourrait se consacrer à lui-même et aux siens pour bâtir son bonheur et celui de ses proches tout en coopérant naturellement à la promotion du bien-être de la société. Savoir-aimer et savoir-comprendre le feraient ainsi accéder à l'indispensable savoir-entreprendre qui permet de progresser... »

« Que voilà une réflexion féconde pour approfondir et développer notre engagement... » murmura l'Humaniste. Emu par sa lecture, il souriait, soudain animé par la ferveur qu'il apportait à l'éternel combat pour la justice et la liberté. A l'Orient, une fois de plus, naissait triomphalement la lumière : une nouvelle journée riche de luttes et d'épreuves commençait.

Jean MOREAU.

LE LABEL OUVRIER

« Il s'agit de l'étiquette syndicale, du visa apposé par le prolétariat sur les produits de sa fabrication ; il signifie que tel article a été confectionné par des ouvriers syndiqués qui ne tolèrent aucune fraude et refusent l'utilisation de matières nocives, parce que soucieux de la santé du public... Bien que le prolétariat joue un rôle primordial dans le monde de la production, vous verrez toujours les produits finis l'étiquette ou label capitaliste, jamais la marque de fabrique des travailleurs. Conscient de leur responsabilité sociale, ces derniers refuseront énergiquement de coller leur label sur des marchandises qui auraient été élaborées avec des substances préjudiciables, et s'opposeront à l'expédition de celles qui auraient été malgré tout trafiquées... Bien entendu, le capitalisme se dressera toujours contre ce genre d'action qui permet au prolétariat de conquérir la place qui lui revient dans le monde de la production. Cependant, cette opposition capitaliste ne constitue pas une excuse pour les ouvriers dont la responsabilité ne sera jamais atténuée s'ils consentent à altérer frauduleusement les produits qu'ils confectionnent... »

Ce texte date de 1925. Il est d'un syndicalisme espagnol, Juan Peiro (il fut ministre de l'Industrie en novembre 1936 sous la présidence de Largo Caballero, et se réfugia en France lors de la débâcle républicaine. Les nazis le découvrirent et le livrèrent à Franco. Vous présentez sa fin : fusillé le 26 juillet 1942).

Un demi-siècle après, l'idée est reprise, non par une centrale syndicale, mais, c'est le comble, par un patron : Claude Neuschwander, dans « Patron, mais... » (paru au Seuil). La C.G.T. établit son propre indice des prix, pourquoi n'apposerait-elle pas son label ?

Ce type d'intervention rendrait aux travailleurs le sens d'une solidarité concrète, un sens qui s'est émoussé par la pratique d'un corporatisme à courte vue et la soumission à des manœuvres politiques mal comprises.

Les syndicats ont remis leurs programmes de mutation sociale pour se replier dans le cadre étroit et forcément égoïste de revendications immédiates et non coordonnées (augmentations de salaires, amélioration des conditions de travail... et même défense de la hiérarchie !). Nombre de ces revendications nous apparaissent légitimes, nous déplorons seulement que l'on s'en contente et que l'on se batte en ordre dispersé : ainsi en 1974 les postiers déclenchent une grève qui nous concerne tous et qui pourtant s'enlise faute de soutien (il est vrai qu'il y eut quelques encouragements verbaux et redondants.)

Se borner à la conquête d'avantages immédiats se solde en fin de compte pour le travailleur par un bilan négatif. Sur le plan matériel, l'augmentation des prix suit inévitablement celle des salaires. Sur le plan humain, la vie ouvrière, repliée sur elle-même, ne peut que stimuler l'esprit de corps, de compétition, une mentalité qui profite à l'employeur, pas aux employés. Ce genre de revendications ne saurait donc contribuer à la nécessaire transformation des esprits, à la naissance et à la diffusion de conceptions sociales différentes.

Que nous proposent d'autre nos organisations syndicales ? Une action de prétendu harcèlement du pouvoir qui déboucherait sur une victoire électorale de la gauche (le nouvel Eden des O.S. ?) En fait, cette pratique affaiblit surtout la combativité des travailleurs qu'on engage dans des escarmouches à répétition, sans qu'ils en perçoivent l'efficacité. Ils se sentent même si peu concernés que leur syndicat finit par leur apparaître comme un organisme étranger, ils ne disent pas « nous avons décidé » mais « le Syndicat a décidé » (qui décide, au fait ?). Leurs aspirations leur semblent irréalistes : il faudra les réactualiser par des luttes qu'ils assument eux-mêmes. A la démission électorale, nous devons opposer des propositions pratiques engagées dans la vie quotidienne : le label ouvrier répond à cette définition. Une action de ce type :

1. Permet de contrecarrer la publicité aliénante de l'industrie capitaliste qui, à coups de formules magiques, s'efforce de vendre n'importe quoi à n'importe qui. Le label ouvrier constituerait une information crédible qui rendrait caduc le gaspillage publicitaire.

2. Débouche sur le monde des non-syndiqués : les consommateurs considéreront avec sympathie une démarche ouvrière destinée à obtenir un meilleur produit pour tous. On voit alors l'avantage au niveau de la prise de conscience : les uns et les autres découvriront le rapport solidaire qui les unit.

3. Permet d'intervenir dans la direction des affaires de l'entreprise autrement que par une « participation » oiseuse.

Les organisations syndicales devraient renforcer leur cohésion et peser de tout leur poids pour imposer le label ouvrier, contraire aux intérêts immédiats du patronat. Ce label révélerait la politique des employeurs en matière de production : profit avant tout.

Dès lors, une opinion publique favorable soutiendrait les salariés dans leur action au niveau des options de l'entreprise (pour le bien collectif) : technologies douces, élimination des produits toxiques dans la cosmétologie, l'alimentation (agriculture entre autres), aménagement des services dits publics, choix énergétiques, reconversion des industries d'armement, etc.

On peut s'interroger sur les causes qui ont conduit le mouvement ouvrier occidental à se désintéresser de cette idée de label, proposer des réponses plus ou moins justifiées. Toujours est-il que le syndicat, dans ce domaine, a failli à sa mission.

Il était alors inévitable que les consommateurs, préoccupés de la qualité de leur vie (rien à voir avec le ministère du même nom), organisent leur défense et se regroupent en associations, voire en mouvements écologiques (que les partis politiques s'efforcent de noyauter, d'infléchir). Il était tout aussi inévitable que se développent des malentendus, des querelles, entre ces mouvements et les salariés prostitués au capital.

Les ouvriers reprochent aux écologistes une mentalité petite-bourgeoise et ces derniers leur renvoient la balle

en les accusant de s'intégrer à un système de production aveugle (côté patrons, on produit n'importe quoi, n'importe comment, du moment que ça enrichit; côté syndicats, on réclame la création d'emplois à tout prix).

Regrettons ces dissensions qui permettent au capitalisme d'exploiter les menées des uns et des autres. La politique inflationniste remet sans cesse en cause les avantages salariaux des travailleurs. L'écologie est assimilée à une mode, elle est rentabilisée, présentée comme un luxe financier (les produits réputés sains sont chers, les quartiers salubres aussi...) et intellectuel (le jargon technologique est déployé pour rebuter les profanes, les empêcher de se forger une opinion propre...).

Comment espérer dans ces conditions que les ouvriers comprennent et luttent à côté des écologistes ? et la réciproque ?

Comment retrouver l'indispensable solidarité ?

Pourquoi pas grâce à ce label ouvrier que nous tentons de soustraire aux poubelles de l'histoire ? Quel syndicat le reprendra à son compte ?

Groupe ILLIBERIS.

LE VRAI MESSAGE D'ALEXANDRE SOLJENITSYNE

présenté par
Roger Hagnauer

On a attribué à Soljenitsyne, pas mal de propos déformés ou même inventés par des gens qui supportent difficilement les informations et les avertissements que porte son message, d'une magique grandeur. Voici cependant pour éclairer nos camarades, quelques extraits « authentique » de ses conférences du 30 juin 1976 à Washington et du 9 juillet 1976 à New York, organisées par l'A.F.L.-C.I.O. (Centrale des syndicats des U.S.A.).

Il ne s'agit pas d'approuver toutes les thèses de Soljenitsyne. Mais il faut les connaître d'abord, avant d'en débattre.

(Extraits de la conférence de Washington.)

Et maintenant, il est presque impossible de se souvenir ou de croire... Par exemple, j'ai fait récemment paraître — réimprimer — un opuscule datant de 1918. c'était le compte rendu détaillé d'une réunion de tous les représentants des usines de Petrograd, ville connue dans notre pays comme le « berceau de la Révolution ».

Je le répète, c'était en mars 1918 — quatre mois seulement après la Révolution d'Octobre — et tous les représentants des usines de Petrograd tempéaient contre les communistes qui n'avaient tenu aucune de leurs promesses. Qui plus est, non seulement ils avaient abandonné Petrograd au froid et à la faim, ayant eux-mêmes fui Petrograd pour se rendre à Moscou, mais ils avaient donné l'ordre de mitrailler des attroupements d'ouvriers dans les cours des usines lorsque ceux-ci réclamaient l'élection de comités d'usine indépendants.

Je vous le rappelle, c'était en mars 1918. Personne ou presque ne se souvient de l'écrasement des grévistes de Petrograd ni des ouvriers fusillés à Kolpino cette même année.

Au début de la Révolution, parmi les chefs du Comité central du Parti communiste, tous étaient des intellectuels émigrés rentrés au pays à la suite des émeutes qui s'étaient déjà déclenchées en Russie dans le but de poursuivre la révolution communiste jusqu'au bout. L'un d'entre eux était un véritable ouvrier, tourneur hautement qualifié jusqu'à la fin de ses jours. C'était Alexandre Chliapnikov. Qui aujourd'hui connaît son nom ? Précisément parce qu'il exprimait les véritables intérêts des travailleurs au sein du groupe des dirigeants commu-

nistes... Au cours des années prérévolutionnaires, ce fut Chliapnikov qui mena tout le parti communiste en Russie — non pas Lénine, qui avait émigré... En 1921, il se trouvait à la tête de l'Opposition ouvrière qui accusait les chefs communistes d'avoir trahi les intérêts des ouvriers en écrasant et en opprimant le prolétariat et en se transformant en bureaucratie.

Chliapnikov disparut et fut perdu de vue. Il devait être arrêté un peu plus tard ; ne cédant pas d'un pouce, il fut exécuté en prison et c'est pourquoi presque personne ne connaît son nom aujourd'hui. Mais je vous le rappelle : avant la Révolution, le chef du parti communiste russe était Chliapnikov — pas Lénine.

Depuis cette époque, la classe ouvrière n'a jamais pu sauvegarder ses droits et contrairement à ce qui se passait dans les pays de l'Ouest, notre classe ouvrière ne recevait que ce qu'on lui donnait en aumônes. Elle ne touche que des aumônes. Elle ne saurait défendre ses intérêts les plus simples, les plus quotidiens et la moindre grève revendiquant une meilleure paie ou de meilleures conditions de vie est tenue pour contre-révolutionnaire. Grâce à la nature fermée du régime soviétique, vous n'avez probablement jamais entendu parler des grèves du textile de 1930, à Ivanovo, ni des agitations ouvrières de 1961 à Murom et à Alexandrovo, pas plus que des grandes insurrections ouvrières de Novotcherkassk en 1962 — celle fois-ci à l'époque de Krouchtchev après le « dégel ».

Cette histoire doit bientôt paraître en détail chez vous, dans le troisième volume de *l'Archipel du Goulag*. Elle raconte comment des ouvriers se rendirent dans une

manifestation pacifique au Comité du Parti de la ville, porteurs de portraits de Lénine, pour revendiquer de meilleures conditions de vie. On les abattit à la mitrailleuse et la foule fut dispersée par des tanks. Aucune famille n'osa ramasser ses blessés et ses morts, qui tous, furent enlevés secrètement par les autorités.

Il va sans dire que je n'ai pas besoin d'expliquer à ceux qui sont ici que dans notre pays, depuis la Révolution, il n'y a jamais eu ce qu'on appelle un syndicat libre.

En 1921, après la guerre civile de trois ans, une fois la Russie ruinée par cette guerre civile, ils demandèrent alors à l'Amérique : « Amérique, nourris nos affamés. » Et en vérité, c'est bien ce qu'elle fit, l'Amérique généreuse et magnanime nourrit nos affamés.

L'Administration américaine de Secours (dénommée l'American Relief Administration) fut créée avec à sa tête, celui qui allait devenir votre Président Hoover — et c'est ainsi que bien des millions de vies russes furent véritablement sauvées par cet organisme de votre pays.

Mais quels remerciements en avez-vous reçus ? En U.R.S.S., non seulement on essaya d'effacer toute cette affaire de la mémoire du peuple — il est presque impossible aujourd'hui de trouver une référence quelconque à l'American Relief Administration — mais on la dénonça même comme une organisation d'espionnage et un moyen astucieux d'établir en Russie un réseau de renseignements au service de l'impérialisme américain.

Je le répète, il s'agit du régime qui, le premier, introduisit les camps de concentration dans l'histoire du monde.

Un régime qui, au XX^e siècle, fut le premier à avoir recours au système des otages, c'est-à-dire qu'on ne saisissait plus celui qu'on recherchait, mais plutôt un membre de sa famille ou quelqu'un au hasard, qu'on fusillait.

C'est un régime qui fut le premier — bien avant Hitler — à recourir aux fausses inscriptions; voici comment : « Un tel et un tel sont priés de se présenter à l'inscription. » Les gens s'exécutent, on les conduit à l'extermination.

A cette époque-là, nous n'avions pas de chambres à gaz. On se servait de bateaux. On y mettait une centaine ou un millier d'hommes, puis on le coulait.

C'était un système qui trompait les travailleurs par tous ses décrets — lois foncières, lois sur la sauvegarde de la paix, sur les usines, sur la liberté de la presse.

C'est un régime qui extermine tous les autres partis, et je tiens à vous préciser que non seulement, il disperse le parti lui-même, mais il en détruit les *adhérents*. Tous les membres de tous les autres partis furent supprimés.

C'était un régime qui est allé jusqu'au bout du génocide du paysannat.

Quinze millions de paysans furent envoyés à la mort. C'était le régime qui a introduit le servage, ce qu'on a appelé le « système du passeport ».

C'est un régime qui, en temps de paix, a organisé une famine artificielle, causant la mort de six millions de personnes en Ukraine en 1932 et 1933. Morts à la porte de l'Europe même. Et l'Europe ne s'en est même pas aperçu. Six millions de morts !

ENTRE-NOUS

Le présent numéro de la R.P. présentera quelques nouveautés, tout au point de vue textes qu'au niveau de la présentation. Il a, en effet, été élaboré et fabriqué par ce qu'il est convenu d'appeler « la relève ».

Cette « relève » donc a pensé que certains sujets particulièrement importants, le nucléaire, l'environnement avaient leur place dans notre revue, ce qui ne sera pas sans doute sans choquer certains d'entre nous. Traiter de ces problèmes, ce n'est pas oublier le reste, ce n'est pas trahir la tradition syndicaliste, c'est bien au contraire l'environnement et les options qui seront prises dans les années à venir pour l'énergie, la production, la consommation qui détermineront notre vie pour des décennies et par-là même, conditionneront la nature de nos luttes futures.

Ce numéro n'est donc qu'un essai pour lequel nous attendons vos critiques et vos suggestions. Et, bien entendu, le mois prochain l'équipe habituelle reprendra le harnais.

Pour terminer, il nous faut malheureusement chanter toujours la même antienne. Nous manquons d'argent. Ce n'est pas nouveau direz-vous, mais il faut que vous soyez bien persuadés que, sans votre générosité toujours renouvelée, la R.P. aurait depuis belle lurette cessé de vivre. C'est donc sans vergogne que nous demandons votre aide.

Renouvelez, sans laisser passer l'échéance, vos abonnements. Faites de la propagande autour de vous pour amener de nouveaux abonnés. Et, si les conditions de vie actuelles... et le plan Barre vous laissent quelque menue monnaie, souscrivez vous-même des abonnements pour vos amis.

Un grand merci !

LES FAITS DU MOIS

MARS 1977

MARDI 1^{er}. — Vladimir Boukovski, contestataire expulsé de l'U.R.S.S., est reçu par le président Carter et le vice-président des U.S.A.

— Le premier ministre britannique met en garde les grévistes de British Leyland, premier constructeur automobile nationalisé depuis 1975; les grévistes paralysent l'entreprise depuis dix jours.

MERCREDI 2. — Les leaders des partis communistes espagnol, français, italien, se rencontrent à Madrid.

MERCREDI 9. — A Genève, une résolution de l'O.N.U. condamne le régime chilien, avec la voix des U.S.A.

VENDREDI 11. — Reprise de la concertation entre Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. et le ministre du travail, M. Beullac.

SAMEDI 12. — A New York, libération des otages détenus par les « musulmans noirs ».

DIMANCHE 13. — Elections municipales en France: dans l'ensemble du territoire, poussée générale de la gauche; les écologistes obtiennent des résultats importants; à Paris, les listes de Jacques Chirac prennent la tête d'une « majorité présidentielle » divisée.

LUNDI 14. — Graves affrontements de rues à Rome et à Bologne.

— En Suisse, rejet par referendum d'un projet de loi visant à la limitation de l'immigration.

MERCREDI 16. — En Inde, élection d'un nouveau Parlement.

— Assassinat de Kamal Joublatt, leader de la « gauche libanaise ». Grève général à Beyrouth-Ouest. Représailles contre les chrétiens.

— Combats douteux aux frontières du Zaïre et de l'Angola.

— A Prague, en présence d'un millier de personnes, obsèques du professeur Patocka, un des protagonistes de la Charte 77 pour la défense des droits de l'homme.

— A Bologne, manifestation monstre « contre les violences » organisée conjointement par le parti communiste et la Démocratie chrétienne.

JEUDI 17. — A Shanghai et à Canton, des affiches annoncent plusieurs dizaines de condamnations à mort suivies d'exécution.

— Le président Carter déclare qu'il faut une patrie (homeland) pour les Palestiniens. A l'O.N.U., il serre la main du représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine.

— A Madrid, extension du champ d'application du décret d'amnistie.

VENDREDI 18. — Le président du Congo-Brazzaville, Marien Nguabi, est victime d'un attentat.

SAMEDI 19. — Violents affrontements en Basse-Saxe sur le site de construction d'une future centrale nucléaire.

DIMANCHE 20. — Deuxième tour des élections municipales en France: la progression de l'Union de la gauche se confirme et s'amplifie; beaucoup de villes de plus de 30 000 habitants passent à la gauche, notamment dans l'Ouest; la coalition au pouvoir perd de grandes villes, comme Rennes conquise par la liste de gauche dirigée par un socialiste; comme Saint-Etienne où une liste dirigée par un communiste bat le ministre Durafour. Paris reste aux conservateurs avec majorité aux listes de M. Chirac.

LUNDI 21. — En Inde, Mme Indira Gandhi perd les élections; elle démissionne de ses fonctions de premier ministre; le parti du Congrès est nettement battu.

— Le groupe américain Case prend 40 % du capital de Poclair, premier fabricant européen de pelles hydrauliques.

— Le président Carter rejette le projet de construction d'un réacteur nucléaire surrégénérateur.

MARDI 22. — Grève illimitée des dockers de Dunkerque.

— A Rome, grève générale et grand rassemblement syndical.

— Podgorny, chef d'Etat de l'U.R.S.S., commence une visite en Tanzanie, en Zambie et au Mozambique.

MERCREDI 23. — L'Archevêque de Brazzaville est assassiné.

JEUDI 24. — Morarji Desai, chef du parti Janata indien, est désigné comme premier ministre.

VENDREDI 25. — Jacques Chirac, leader du R.P.R. (Rassemblement pour la République), est élu maire de Paris.

— A Rome, au 20^e anniversaire du traité qui fonda la Communauté Européenne, les neuf chefs d'Etat de cette Communauté sont réunis.

SAMEDI 26. — Le secrétaire d'Etat des U.S.A., Cyrus Vance, arrive à Moscou pour y discuter de la limitation des armements stratégiques.

— A Brazzaville, six personnes sont exécutées.

DIMANCHE 27. — Sur l'aéroport de Santa-Cruz, aux Canaries, deux avions géants entrent en collision sur les pistes; 570 personnes y trouvent la mort: c'est l'accident le plus meurtrier depuis les débuts de l'aviation civile.

LUNDI 28. — Le gouvernement Barre est démissionnaire; M. Barre est chargé d'en reformer un nouveau, plus restreint en effectif, avec un programme de douze mois avant l'échéance des élections législatives de 1978.

— A Varsovie, création d'un mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen.

MARDI 29. — Au Zaïre, les « gendarmes katangais » venus d'Angola menacent le pouvoir du général Mobutu.

MERCREDI 30. — Le second gouvernement Barre est formé et limité à 15 portefeuilles: les trois ministres d'Etat qui, dans la précédente combinaison, représentaient les trois partis de la majorité, ne font plus partie du gouvernement.

JEUDI 31. — Les pourparlers de Moscou sur la limitation des armements stratégiques entre les dirigeants de l'U.R.S.S. et M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat des U.S.A., se soldent par un échec.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE MARS 1977

RECETTES

Abonnements ordinaires	2.280,57	
Abonnements de soutien	3.035,50	
		5.316,07
Souscription		720,—
Vente au numéro		45,—
		6.081,07
Total des recettes		6.801,06
En caisse le 1-3-77		12.882,13

DEPENSES

Impression et expédition du numéro de janvier 77	59,05,13
Téléphone	123,63
	6.028,76
Total des dépenses	6.853,37
En caisse le 31-3-77	12.882,13

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

R. Buren (21) 160; A. Hennaut (Belgique) 100; Magdinier (66) 1.000; Bardin (69) 100; P. Toesca (94) 100; Th. Lippe (Belgique) 135,50; F. Langue (27) 100; J. Mader (60) 100; A. Jardin (12) 100; P. Ricard (12) 100; J. Piney (77) 100; E. de Jager (Suisse) 280; G. Maupieux (94) 100; G. Cullerøn (92) 140; L. Marzet (93) 70; A. Benda (21) 80; Faucier (44) 100; Mme Mailland (92) 70; G. Meyssonier (22) 100.

(Lippe a renouvelé son abonnement en souvenir de Chambelland et Finidori).

SOUSCRIPTION

H. Grandjouan (75014) 500; Mlle G. Thomas (71) 100; Prugnot (67) 20; P. Périé (46) 30; Duperray (42) 10; Mlle J. Laurent (63) 10; A. Nantas (75) 20; Mlle Fr. Trachsel (Belgique) 30.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21. rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F.

Autres pays : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.

C.C.P. 734.99 Paris